LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

«Ne me libère pas, je m'en charge. »

Anonyme

N° 1675
du 31 mai au 6 juin 2012

Printemps érable

DR

M 02137 - 1675 - F: 2,50 €

Éditorial

On s'y perd entre tous ces scandales, ces affaires politico-financières, ces procès classés sans suite, relayés par les gros organes médiatiques. La digestion est difficile. Force est de constater qu'il n'y a pas que les cognes pour avoir des « obligations de résultats », les hommes politiques, eux aussi, font du chiffre. Les scandales sexuels de DSK and co. (qui, au passage, n'a jamais été incriminé pour sa direction du FMI), les scandales financiers de Sarkozy. Bref, la normalisation de ces procès huppés nous incite à penser que personne n'est parfait et qu'une parade de temps en temps devant le tribunal, purgatoire rénové, ne peut pas faire de mal. Sauf que tous les procès ne se valent pas et que celui qui fait fureur par temps de crise, dans les classes non bourgeoises, c'est le procès à grande échelle, aussi appelé répression de masse. Ces incriminations à vau-l'eau ou processus de « terrorisation » (cf. Claude Guillon, *La Terrorisation démocratique*) exercées sur les réfractaires à l'ordre et libertaires de tout poil, permettent d'arrêter des centaines de personnes en une fois et sans beaucoup d'efforts. Pratique. Entre autres, aux dernières nouvelles, on a accusé les employés de Fralib de faire exploser Unilever, les militants en procès à Paris de faire exploser une bombe à sucre, les étudiants québécois de faire exploser Charest, résistants de Notre-Dame-des-Landes de se faire exploser la panse (ils ont fait une grève de la faim de vingt jours, *Ndlr*). Des procès sans crime, qui vont se multiplier et qui ne sont pas sans rappeler l'ouverture du *Procès* de Kafka : « *Quelqu'un avait dû calomnier Joseph K. car, sans rien avoir fait de mal, il fut arrêté un matin.* » Ces calomniateurs, au-delà des escrocs industriels, des politiciens, sont ces structures oppressives et ces idées passéistes, fondements d'un système qui ne peut qu'être meurtrier. Celles-ci qui nous mettent hors-la-loi, mettons-les hors de nos vies, et sans nous contenter de leur couper le chef, disséquons-les jusqu'à la dernière miette. Élargir les revendications et de mettre en procès les accusateurs est peut-être ce par quoi fleuriront de nouveaux printemps.

Sommaire

Actualité

Cauchemar psychomoteur, par J.-P. Levaray, *page 3*
Continuons le début, par G. Goutte, *page 4*
Chronique néphrétique, par Rodklo, *page 5*
Météo syndicale, par Le Bougnat, *page 6*
Ces élus onéreux, par Jeannine, *page 7*
Libération de Laura Gómez, par CGT-Barcelona, *page 8*
Cuisine électorale à la française, par J.-M. Raynaud, *page 9*

International

Madagascar, trône pour la corruption, par P. Rama, *page 10*
Printemps québecois, par Divers, *page 12*
Québec : la répression se durcit, par Tapitah, *page 15*
Je porterai un carré noir, par N. Baillargeon, *page 16*
Ouvrières marocaines en grève, par CGT-E, *page 17*

Culture

Rencontre avec Béa Tristan, par L. Gharibian, *page 18*

Mouvement

Bob Dylan à Paris, R. Pino, *page 20*
Festival des résistances et alternatives à Paris, *page 21*
Souscription Saint-Imier, *page 21*
Radio libertaire, *page 22*
Agenda, *page 23*

Tarifs — France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos	◯ 25 €
6 mois, 25 nos	◯ 50 €
1 an, 45 nos	◯ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

« On a été le cauchemar de Sarkozy. S'il le faut, on sera le tien. »

Lors de la campagne électorale présidentielle, les luttes contre les fermetures de sites et les licenciements se sont fait entendre : les Fralib, ceux d'Arcelor-Mittal ou les salariés de PSA venus manifester devant le studio du débat Sarkozy-Hollande. Tous les candidats, quelles ques soient leur obédience ont été invités ou se sont invités sur les lieux où les médias les attendaient. Sarkozy et Besson ont, de leur côté, fait jouer leurs relations, histoire de calmer les plus revendicatifs. Pendant la campagne, donc, des plans sociaux ou des procédures de fermeture de site ont été reportées ou annulées. Mais la défense de l'emploi a été remarquablement absente de la campagne pour la présidentielle, au-delà des grands discours de principe. Elle va revenir au premier plan dans les semaines à venir même si d'autres élections vont encore, n'en doutons pas, paralyser le combat social. Pendant que les Arcelor-Mittal, PSA, Petroplus, la Fonderie du Poitou et quelques autres étaient médiatiquement gérés, d'autres salariés perdaient leurs emplois sans le moindre recours, dans des procédures de ruptures conventionnelles ou lors de licenciements économiques.

Hollande et Montebourg (le ministre du Redressement productif – *sic*) affirment qu'il n'est pas question de pratiquer la même politique de cas par cas. Ils affirment qu'une loi permettant aux tribunaux de commerce de chercher un repreneur pour toute société menacée de fermeture et de l'imposer à son propriétaire s'il n'a pas trouvé lui-même d'acheteur, serait dans leurs cartons. Cela permettrait de sauvegarder les entreprises rentables mais inscrites dans des restructurations par des groupes internationaux (si tant est qu'une loi arrête un patron).

Le deuxième axe serait constitué par des systèmes d'aide à l'investissement : création d'une banque d'investissement, doublement du plafond du livret de développement durable à côté des dispositifs Oséo ou Fonds national d'amorçage, censés venir en aide aux PME.

À l'évidence, ces mesurettes ne sont pas à la hauteur des enjeux économiques et sociaux. Le nouveau président a multiplié les promesses aux Français mais il s'est aussi employé à rassurer les marchés, laissant ainsi craindre qu'il saurait, comme ses prédécesseurs, faire payer au peuple les crises financières. Arnaud Montebourg, quant à lui, a indiqué, en prenant ses fonctions au gouvernement, qu'il voulait «*ouvrir des discussions tous azimuts*» avec les dirigeants des entreprises qui menacent de fermer des sites en France. Mais « *il se peut que nous encaissions des échecs*», a-t-il reconnu. Ce qui laisse rêveur sur la volonté et la combativité des socialos.

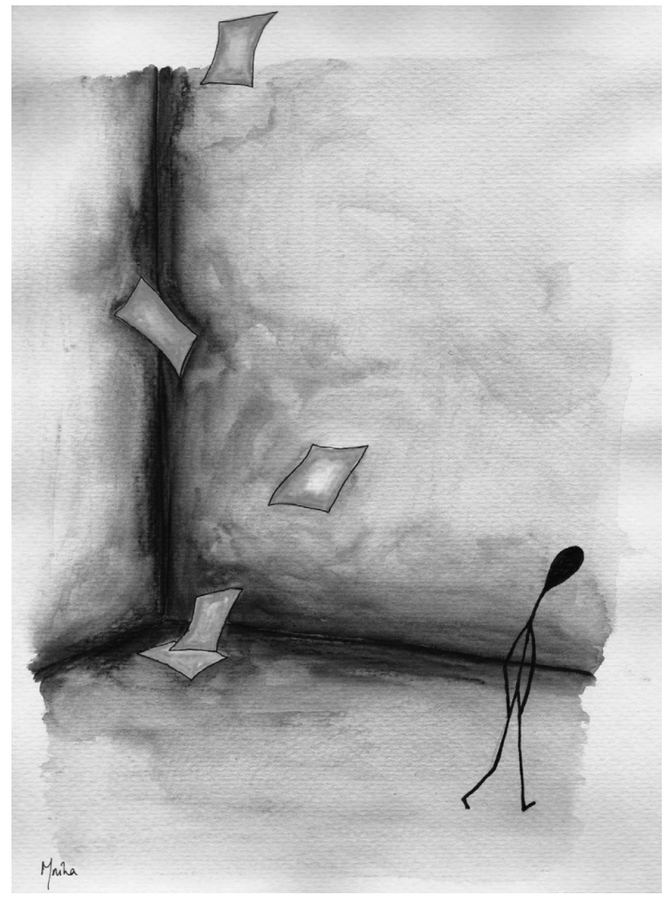
On n'en est pas à l'expropriation des patrons des grands secteurs de l'industrie comme l'énergie, l'automobile ou la sidérurgie, ni à l'interdiction des licenciements. Dans les semaines qui viennent, la politique de destruction d'emplois va prendre une nouvelle ampleur. De Carrefour à Arcelor en passant par SFR, la Fnac ou Technicolor, des dizaines de milliers d'emplois sont menacés. Plus que sur les vagues promesses de Hollande, c'est sur les luttes qu'il faut compter pour empêcher les désastres sociaux annoncés. Les difficultés sont grandes. À General Motors, PSA ou Arcelor, les salariés se sont fait balader depuis des mois ou des années par des directions qui prennent le temps de mettre en œuvre leurs plans en limitant les réactions. Un sentiment d'impuissance renforcé par l'inconstance des propositions de mobilisation ou leur prise en charge réelle par les fédérations ou confédérations syndicales. Il est évident que rien ne se fera au cas par cas ni boîte par boîte. Pas plus que le changement de société, la préservation des emplois ne passera par les urnes ou les lois. C'est seulement par la lutte sociale que nous pourrons obtenir de réelles avancées. Juste pour rappeler à Hollande qu'il est urgent de partager les richesses, et non de « tranquilliser la City ».

Dernièrement, la nouvelle ministre de la Culture, Aurélie Filipetti, originaire de Moselle et fille de syndicaliste métallurgiste, était en visite sur le site d'Arcelor-Mittal, promettant que tout serait fait pour garantir la pérennité du site. Les sidérurgistes l'ont toutefois mise en garde : «*Si Arnaud Montebourg déconne, on t'appellera pour lui rappeler qu'on existe. On a été le cauchemar de Nicolas Sarkozy. S'il le faut, on sera le tien.* »

Soyons leur cauchemar.

Jean-Pierre Levaray

L'affiche morte



C'est tombé il y a quelques jours à peine : Air France prévoit de supprimer entre 2 500 et 5 000 emplois d'ici trois ans, et ce afin d'économiser environ 2 milliards d'euros. Depuis quelques mois, la France n'en finit plus de vivre au rythme des plans sociaux, les patrons voyant dans la crise économique un précieux prétexte pour faire davantage de profit en réduisant les coûts du travail. L'élection présidentielle, dans laquelle nombre de travailleurs placent encore quelques menus espoirs, en aura sans doute retardé un bon paquet qui, les législatives passées, vont se dévoiler au grand jour. C'est dire si l'avenir est bien dégueu… Et la rentrée, que certains annoncent déjà « chaude » – au niveau social, s'entend –, sera sûrement dure pour pas mal d'entre nous. Car si le nouveau locataire de l'Élysée fait de la com'avec ses mesures symboliques de début de mandat (baisse des salaires ministériels, notamment), il reste un peu trop muet quant aux luttes sociales en cours dans les entreprises (Fralib, PSA, Arcelor-Mittal, etc.) qui, pour certaines d'entre elles, attendent ou exigent une réaction de sa part.

Il faut bien avouer qu'il est plus aisé de trimballer son derrière à travers le monde pour serrer les paluches de ses riches et puissants confrères que de se placer du côté des salariés pour tenir tête, depuis le parvis d'une usine en grève, aux caprices du patronat. Le nouveau président élu, malgré l'étiquette « socialiste » qu'il arbore, tournera-t-il le dos à ces travailleurs dont la maigre pitance est menacée ? Peut-être pas, et il est même fort probable qu'il désamorce un ou deux champs de bataille – sans doute les plus médiatiques –, histoire de faire illusion quelque temps, de calmer les syndicats – qui se refusent toujours à lui accorder un état de grâce – et, accessoirement (*sic*), de s'assurer une bonne majorité à l'Assemblée nationale du Parlement, tombeau de nos luttes. Espérons, si tel est le cas, que cet énième tour de passe-passe hypocrite ne vienne pas renforcer la profonde atonie dans laquelle est plongé, à l'heure qu'il est, le mouvement social.

En attendant, et *a fortiori* si Hollande ne bouge pas même un petit doigt en faveur des salariés, nous devrions nous efforcer de faire converger nos luttes, d'établir des liens étroits et solidaires entre les boîtes en grève pour impulser une nouvelle vague de protestation sociale. Je sais, ces histoires de « convergences » ne datent pas d'hier, et réitérer à nouveau pareil appel peut relever du lourdingue, du mécanisme bien huilé, voire du réflexe de Pavlov. Mais ce qui m'emmerde, justement, c'est que l'on en soit encore à ressortir cette même rengaine : non qu'elle soit désuète, mais tout cela en dit long sur notre capacité à faire valoir réellement cette idée et sa pratique, ailleurs que dans nos fougueux discours et impétueux écrits. Nous faisons-nous, dans nos propres boîtes, l'écho de ce désir de voir nos luttes converger en un grand mouvement social (émancipateur) ? Pas sûr. Et pourtant, le travail primordial à mener se trouve bien là, au niveau de cette si petite échelle sociétale d'où tout peut partir, pour peu qu'on s'en donne les moyens. Y introduire ainsi la combativité et la force de proposition de notre anarchisme vaut bien plus que les incessants appels à la grève générale expropriatrice. Car sans un monde du travail organisé, celle-ci n'est rien d'autre qu'une belle affiche collée sur un mur.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui de la FA
CGT Commerce et services

Brèves de combat

Turquie : 60 anarchistes en GAV

Une quinzaine de jours après les événements, prenant comme prétexte leur comportement lors de la manifestation du 1er mai, plus de soixante anarchistes ayant été « reconnus » comme appartenant au Bloc anarchiste ont subi des perquisitions à leur domicile et dans des lieux libertaires, puis ont été mis en garde à vue à Istanbul. Au cours de cette manifestation, le bloc s'était attaqué à un certain nombre de banques, de compagnies internationales (McDonald's, Burger King), de panneaux publicitaires et de caméras de vidéosurveillance, au slogan de : « *Le 1er mai n'est pas un jour de fête mais un jour de rébellion.* »

Pas trop tôt !

Le cofondateur d'Action directe, Jean-Marc Rouillan, bénéficie à présent d'une liberté conditionnelle après avoir effectué les formalités à la prison des Baumettes de Marseille.

Vanneste droit dans ses bottes

Christian Vanneste a annoncé au journal facho *Minute* qu'il réfléchissait à être candidat à sa réélection, une démarche qu'il juge « *assez logique* ». En effet, le député du Nord ne peut plus se présenter avec l'étiquette UMP après ses propos niant la déportation des homosexuels. Vanneste serait donc candidat dissident, contre l'UMP Gérald Darmanin, son ancien suppléant âgé de 29 ans. En garde les machos, ça va castagner entre « vrais » hommes !

Notre bon préfet de Paris

Le préfet de Paris avait déclaré qu'il « *mettrait un paquet de caméras de surveillance dans les rues de Paris* », puis on n'en avait plus entendu parler. Pourtant, 6 000 caméras sphériques commencent très discrètement à être installées dans la capitale, avant le départ dudit préfet. Merci du cadeau de départ. Levez le nez dans les carrefours, elles commencent à fleurir partout : et n'oubliez pas de sourire !

Trois mois de taule pour 60 litres de gasoil

Un chômeur châtelleraudais en galère de thunes s'est pris trois mois ferme pour avoir siphonné un plein de gasoil, représentant un montant de 70 euros, sur un camion d'une entreprise de transports de marchandises. Avec ce « trésor », il comptait se rendre au mariage de sa fille… qu'il a bien sûr raté…

Chronique néphrétique

J'me fous du drapeau noir

C'est comme ça, je n'y peux rien, je suis homme de couleurs et j'ai beau savoir que le noir peut en être la somme (des couleurs), il ne me plaît pas. Il ne me plaît pas parce qu'il est noir, et parce qu'il est drapeau. Parce que des fascistes peuvent s'en emparer ? Aussi. En fait, je ne supporte plus de voir des gugusses agiter quelque drapeau que ce soit. Les drapeaux sont tous des repoussoirs, tous sont agressifs. Identifiant un groupe, ils excluent les autres. Je n'aime pas le regard de celles et ceux qui voient le drapeau noir. Il y a de la crainte, souvent. Je n'ai pas envie de faire peur, sauf à mes ennemis, les vrais. Dans un dernier numéro du *Monde libertaire*, une photo avec un flic et un anarchiste à un coin de rue, invisible l'un à l'autre, tous deux habillés de noirs, le visage en partie masqué. L'anar agite un drapeau devant le flic comme un torero devant le toro. Je n'aime pas la corrida. Je n'aime pas les poses viriles, je n'ai pas envie de rouler des épaules. Je trouve cela ridicule, souvent. Et si je ne tiens pas à effrayer, je n'ai non plus envie d'inspirer la pitié.

L'humour, oui. Faire rire en politique, pourquoi pas, même à mes dépens, mais jouer les matamores, non ! Cela ne trompe personne, surtout cela ne doit pas nous tromper nous-mêmes.

Ni individuellement, ni collectivement.

Parce que les groupes politiques aussi peuvent rouler des épaules, rentrer leur bedaine et se rêver plus forts qu'ils ne sont…

Augmenter notre influence, grossir, multiplier les groupes, aligner des rangs dans la rue ? Pourquoi pas… mais je repense toujours à ce dirigeant chilien d'extrême gauche qui racontait qu'une manifestation géante avait eu lieu, et qu'ils ne s'étaient jamais sentis aussi forts… la veille du coup d'État de Pinochet.

Le rapport de force n'est pas dans la rue, il se fait dans les esprits.

Une révolution, c'est cela.

Je n'ai pas besoin du drapeau noir, du A cerclé ou de n'importe quel signe extérieur d'anarchie. Je n'ai pas besoin d'uniforme, de posture, de paraître pour me sentir exister.

Je n'ai pas envie de m'écouter parler, de me complaire dans la redite, de ne pas réfléchir au sens des mots. Je n'ai pas envie de slogans inaudibles, de formules à l'emporte-pièce, d'incantations répétées à longueur de colonnes ou d'affiches et qui n'ont aucun écho. Je n'ai pas envie de compenser la faiblesse numérique par la surenchère, ou l'agressivité ou quoi que ce soit d'autre.

Nos idées, il faut que l'on nous les vole ! Faut que des gens se barrent avec ou qu'ils les réinventent sans nous. Faut se faire plagier, copier, pomper, racketter. Nos idées doivent devenir aux yeux du monde sensées, utiles, de bon sens, limpides, logiques, pratiques, évidentes, nécessaires, incontournables. Qu'elles deviennent leurs idées et qu'ils oublient, qu'ils ignorent même qu'elles aient été les nôtres. Et pour cela, ne pas les étiqueter ? Et pour cela se fondre, se dissoudre ? Peut-être. S'il s'agit d'éliminer tout ce qui, en nous, fait obstacle à leur propagation.

L'essentiel, l'essence même de nos idées, c'est quoi ?

Que nous gérions la société aux mieux de nos besoins et intérêts collectifs. Pour y arriver, pour oser, que nous acquérions une confiance en nous, suite à des expériences d'auto-organisation. Que nous soyons animés par un esprit collectif, une éthique, une empathie, qui nous fassent estimer primordiale la solidarité. Que le mercantilisme, l'exploitation de l'autre apparaissent de fait comme des fonctionnements dépassés, malsains, humainement méprisables, etc.

Jusque-là, combien peuvent s'y reconnaître ? Qu'est-ce qui empêche des millions d'individus de défendre un tel ensemble d'idées ?

Et si on en tirait une stratégie ?

Rodkol

Brèves de combat

Chasse aux prostitués

À l'approche de l'été et sous couvert de motifs tous plus « honorables » les uns que les autres, la « chasse aux putes » a été officiellement ouverte le 1er mars dernier. Selon le communiqué de Presse d'Act-Up Paris : « *Confirmant la fructueuse et pérenne collaboration du PS et de l'UMP en matière de répression des travailleuses et travailleurs du sexe, la préfecture de police et la mairie de Paris ont pris un arrêté interdisant "l'arrêt et le stationnement des véhicules conçus et construits pour le transport de marchandises et ayant au moins quatre roues" dans les bois de Boulogne et de Vincennes… Nettoyer le bois au Kärcher comme disait l'autre ? Ou, en termes plus "soft" : aller chercher les "putes" jusque dans les bois où elles s'étaient réfugiées depuis la mise en œuvre de la LSI et l'aggravation de la répression du racolage public ? Une répression qui a déjà éloigné les travailleuses et travailleurs du sexe des regards et des structures d'accès au droit et aux soins, de prévention et de santé. Cet arrêté les en éloigne encore davantage. On ne peut que reconnaître l'efficacité de cette tartufferie : quand les putes seront mortes, vous ne les verrez plus ! »*

Répression en Géorgie

Une vingtaine de militants LGBT présents à la Gay Pride de Tbilissi, la capitale de la Géorgie ont été cernés, insultés et frappés par des prêtres orthodoxes et leurs partisans. Les manifestants tentaient de défiler sur la rue principale de cette ville très religieuse du Caucase du Sud, brandissant des drapeaux aux couleurs de l'arc-en-ciel et des pancartes où l'on pouvait lire « Stop à l'homophobie ».

La Gay Pride de Moscou interdite

Pour la septième année consécutive, l'association GayRussia essaie d'organiser une Moscow Pride, et pour la septième fois, celle-ci est interdite. Pourtant, la Russie a été condamnée en 2010 par la Cour européenne des droits de l'homme pour ces interdictions, mais n'ayant eu à subir aucune sanction autre que financière, elle continue de passer outre allègrement… Comme quoi l'argent fait le bonheur des riches !

Martinique contre l'homophobie

Près d'une trentaine de personnes ont défilé derrière une banderole au message clair : « *L'homosexualité ne tue pas, l'homophobie oui.* » Une manière pour ces manifestants de s'insurger contre les attaques verbales ou parfois physiques menées à l'encontre des gays et lesbiennes.

Météo syndicale

« Les syndicats *devraient être libres de réglementer la procédure de présentation des demandes à l'employeur et la législation ne devrait pas entraver le fonctionnement d'un syndicat en l'obligeant à convoquer une assemblée générale chaque fois qu'il y a une demande à adresser à un employeur.* » (Organisation internationale du travail – 1948) ça fait donc des décennies que l'OIT proclame le b.a.-ba de l'activité normale d'un syndicalisme libre. La notion était menée à mal dans les pays dits « au-delà du Rideau de fer » [1], toute revendication ouvrière étant considérée comme une attaque au socialisme en marche !

Prenons au hasard (?) le cas du Kazakhstan, indépendant depuis 1991. Un pays cinq fois grand comme la France, possédant un sous-sol très riche en « or noir ». Les milliers de travailleurs du pétrole ont lancé, en mai 2011, le mouvement de grève le plus important depuis des décennies[2]. Le 16 décembre, la police tirait sans sommation sur la foule, à Janavsen, sur les bords de la mer Caspienne. Deux mille cinq cents licenciements arbitraires et, aujourd'hui, ce sont les négociations avec le pouvoir sur les licenciements et les revendications salariales. Les renégociations sur les conventions collectives ont des « bâtons dans les roues », d'où le rappel à l'Organisation internationale du travail !

Dans l'Europe actuelle, l'exercice d'un syndicalisme digne de ce nom est toujours assimilé à un crime, à l'Est comme à l'Ouest.

Le licencié de l'Élysée avait déclaré le 4 février 2008 : « *Je n'accepterais jamais que l'on dise : les usines c'est fini, l'industrie c'est fini, le plein-emploi c'est fini.* » C'était, bien sûr, au cours d'une visite à Gandrange… Gandrange, puis Florange, en France ; Liège en Belgique ; Schifflange au Luxembourg ; trois sites sidérurgiques où Arcelor-Mittal a décidé de fermer des installations. Quid de la riposte syndicale « transnationale » sur le terrain ? Un politologue allemand remarque cruellement : « *Alors que l'Europe est frappée d'une désyndicalisation croissante de ses salariés, on assiste à une européanisation du mouvement syndical.* »

L'internationalisme à la sauce syndicale peine à prendre de l'envol. Ca tire à boulets rouges sur Lakslimi et Aditya Mittal (père et fils) qui dirigent le premier producteur d'acier mondial, mais ces derniers savent utiliser les différents conflits internes. D'autant que, comme le disent les syndicalistes allemands de la DGB, « *lors des discussions entre syndicats européens, nous nous sommes rendus compte qu'Arcelor-Mittal touchait beaucoup de subventions des États* ». Ben voyons… On n'est pas encore sortis de l'auberge. Ce n'est pas les réunions genre G8 qui nous mettront sur un autre chemin. Faudrait chercher autre part.

Le bougnat constipé en vadrouille

Groupe Eva-Porré
de la Fédération anarchiste

1. Il y avait aussi l'Espagne, le Portugal qui posaient encore d'autres problèmes !
2. Dans cette ex-république soviétique : profits énormes et salaires de misère… Richesse pétrolière confisquée !

Ce que nous coûtent les élus

Voter, ce n'est pas seulement donner à un professionnel du discours politicien et à son parti la «légitimité» de contraindre, sans même avoir à respecter les promesses bidons de leur programme, toutes les populations d'un territoire. C'est aussi obliger toutes les personnes n'ayant pas donné leur accord pour se faire gouverner par cet élu (à savoir les gens ayant voté autre chose, mais aussi les abstentionnistes et non-inscrits), à nourrir cet élu et son parti. Eh oui, la «liberté d'expression» des partis se présentant aux élections… est financée par l'ensemble des contribuables.

La Nouvelle République rappelle aujourd'hui cet enjeu essentiel des élections législatives : le pognon.

«Des voix qui rapportent gros. Tous les cinq ans c'est la même chose. On s'esbaudit devant le nombre toujours élevé de candidats aux législatives. Il y a pourtant une explication très simple à cet embouteillage. Le financement public des mouvements politiques est basé sur le nombre de voix récoltées au premier tour de cette élection, et au nombre d'élus. Au premier tour, chaque voix rapporte environ 1,70 euro au parti qui présente le candidat (à condition de faire plus de 1 % des suffrages dans au moins 50 circonscriptions). On comprend mieux pourquoi tous les partis ont intérêt à présenter un maximum de candidats. On comprend mieux pourquoi, aussi, certains ne font parler d'eux qu'à la veille des élections législatives. Un exemple au hasard : connaissez-vous le Trèfle Nehna (Nouveaux écologistes, hommes, nature et animaux) ? Voilà un mouvement qui a présenté des candidats en 2007 (deux dans la Vienne) et qui, sur cette base, a reçu chaque année un peu plus de 150 000 euros (163 339,38 en 2011) dans le cadre du financement de la vie politique.»

Bref, c'est à tout le monde qu'il revient de financer les politicards pour voir s'étaler leurs prétentions grotesques à «représenter» les populations, dans l'espace public et médiatique.

Cette disposition de 2003 (à laquelle il faudrait ajouter que le versement a lieu chaque année, pendant cinq ans) est complétée par une somme de plusieurs dizaines de millions d'euros (40 millions en 2007), répartie proportionnellement entre les députés se déclarant au parti concerné.

Une fois élus, ces députés vivent grassement aux crochets des populations : 7 100,15 euros brut par mois, dont une indemnité de fonction non imposable (1 420,03 euros), soit la bagatelle de 5 189,27 euros net par mois.

À cette somme rondelette s'ajoute une «*indemnité représentative de frais de mandat*», avec 6 412 euros brut par mois, pour les diverses dépenses «*liées au mandat*» : bagnole, loyer, frais de réception, d'habillement… il convient en effet, lorsqu'on vit de l'esbroufe consistant à prétendre «*incarner la nation toute entière*», de ne pas vivre comme de vulgaires prolétaires.

C'est aussi compter sans les avantages : pas moins de 9 138 euros brut par mois pour la rémunération des collaborateurs. Accès gratuit à l'ensemble du réseau SNCF (en première classe), déplacements gratuits à Paris en voiture de l'assemblée ou en taxi (toujours dans le cadre des missions du parlementaire, bien évidemment et nul n'en doute), carte de métro gratuite, remboursement des forfaits de cinq lignes téléphoniques et d'un abonnement internet…

Le président de l'Assemblée nationale perçoit, quant à lui, une indemnité propre de plus de 14 000 euros, et bénéficie d'un luxueux logement de fonction : l'hôtel de Lassay, avec des domestiques.

On pourrait aussi évoquer le fait qu'un mandat (de cinq ans donc) donne à un parlementaire le droit à une retraite de près de 1 200 euros. Soit quasiment la pension médiane de la retraite perçue par les gens ayant bossé quarante ans. Et ce, sans décote.

Un député peut par ailleurs cumuler son indemnité parlementaire avec celles d'autres mandats électifs, dans la limite d'une fois et demie le montant brut de l'indemnité parlementaire de base, soit 2 757,34 euros au titre de ses mandats locaux.

Ajoutons à cela les affaires politico-financières qui continuent de faire florès au sein de la «vie politique», à travers les réseaux d'élus : emplois fictifs, surfacturations lors de contrats publics, rétrocommissions diverses, dons aussi généreux qu'intéressés de riches amis…

Le plus sidérant dans tout ce système «*démocratique*», dont le rôle essentiel et historique est de donner un semblant de légitimité au capitalisme et de garantir sa défense armée, judiciaire et médiatique… c'est qu'il y ait encore des gens qui votent.

Jeanine
Groupe Pavillon noir
de la Fédération anarchiste

Libération de Laura Gómez

Remerciements de la CGT de Barcelone

Depuis la Fédération locale des syndicats de la CGT de Barcelone, nous voulons vous remercier pour toutes les démonstrations de solidarité, d'affection et d'attachement que vous nous avez fait parvenir depuis l'annonce de l'incarcération de notre compagne et secrétaire d'organisation Laura Gómez.

Ces lignes n'auraient jamais dû être écrites pour la simple raison que tout ce processus contre notre camarade est un non-sens depuis le début. Il s'agit d'une attaque directe contre notre organisation qui a prouvé, grâce à ses adhérents, que tous ces policiers, juges et hommes politiques n'ont pu étouffer le cri de «Liberté pour Laura».

Nous voulons dire merci pour toutes les initiatives qui ont permis de lancer ce cri contre ceux qui l'ont séquestrée, pour toutes les actions où Laura a été présente dans le cœur de celles et ceux qui y ont participé. Ce cri a été l'arme que la CGT a utilisée pour dénoncer l'acte le plus misérable et abject qu'un État de droit, bien mal nommé, puisse réaliser contre une personne : la priver de sa liberté.

Notre organisation a des principes très clairs, comme la solidarité et l'entraide, et avec Laura nous avons démontré qu'il ne s'agit pas de mots vides de sens, mais de principes uniques en leur genre, qu'aucun de ses kidnappeurs ne ressentira jamais. Laura le sait, et l'a ressenti dès le premier instant, malgré tous les barreaux posés entre elle et sa famille ; il nous reste à dire que si Laura savait qu'au-dehors il y avait des gens qui l'attendaient, c'était grâce à toutes les démonstrations (de solidarité) que vous nous avez témoignées et dont nous informerons Laura dès qu'elle sera parmi nous.

Nous avons atteint notre premier objectif qui était de sortir Laura de prison, mais ce n'est pas fini, il faut savoir que l'accusation réclame jusqu'à trente-six ans de prison, ce qui fait que nous continuerons de nous mobiliser pour Laura, et pour d'autres, comme Isma, Javi et Dani ainsi que pour tous ceux qui ont été détenus puis remis en liberté avec des charges qui pèsent sur eux depuis la grève générale du 29 mars.

Recevez notre salut libertaire.

CGT Barcelone

Barcelone, le 17 mai 2012

PAVÉ D'ANAR avec SABIA et MAZOCH KROKAGA

Cuisine électorale à la française

Hormis circonstances exceptionnelles, les anarchistes ne se mêlent pas des élections telles qu'elles se déroulent au royaume de la « démocratie » bourgeoise. Nous nous sommes largement expliqués à ce propos.

Cela étant, les conséquences politiques de ces élections ne nous laissent pas indifférents.

De prime abord, les « camarades » socialistes devraient rafler la mise lors des législatives à venir. Deux explications à cela. Tout d'abord, les législatives suivant la présidentielle ont toujours donné une majorité parlementaire au président élu. Ensuite, le Front national, qui dans certains endroits pèse 30 ou 40 % des voix, a le pouvoir et la volonté d'imposer 100 à 150 triangulaires au deuxième tour. Et donc de faire perdre la droite.

La stratégie du FN est claire. Son message à la droite est le suivant : gagner ensemble ou perdre séparément. Exemple. Au premier tour, un UMP à 26 %, un socialo à 23 %, un FN à 22 %. Si le FN se maintient au second tour, le socialo, bien que minoritaire, a de fortes chances de l'emporter. Dans ces conditions, et le processus est déjà enclenché, pour sauver leur siège, un certain nombre d'UMP vont passer des accords avec le FN. Résultat des courses, l'UMP va imploser car les gaullistes, les centristes et la droite humaniste n'accepteront pas cela. D'où une recomposition de la droite autour de la force montante, c'est-à-dire le FN. Ce sera le début de la conquête du pouvoir car, c'est ainsi, en France, il y a une majorité électorale à droite. Cela mettra cinq ans, dix ans, quinze ans… mais cela sera.

Ajoutons à cela que l'implosion de l'UMP arrange fortement Bayrou qui espère récupérer les centristes de l'UMP en pleine crise de conscience et que Martine Aubry vient d'annoncer que, partout où ils le pourraient, les candidats socialistes se maintiendraient au second tour, refusant ainsi le désistement « républicain » en faveur de la droite en cas de menace frontiste. La messe est dite, c'est haro sur le baudet UMP !

Bref, à l'issue de ces législatives, le paysage politique français va se retrouver complètement recomposé. Nous aurons l'arbre socialiste, minoritaire, mais doté de tous les pouvoirs et la forêt d'une droite partant à la conquête du pouvoir sous la bannière Marine. Un front républicain socialo-centriste tentera alors d'endiguer la vague. Mais, gestionnaires d'un capitalisme tanguant comme un bateau ivre de folie destructrice, ils ne pourront empêcher que la digue rompe.

Les révolutionnaires, au sens large, et parmi eux les libertaires, seront-ils en capacité de développer une stratégie d'intelligence unitaire face à la vague qui s'annonce ?

Pour l'heure, il nous est toujours loisible de ricaner. Les occasions ne manquent pas. Le PS ne parvenant pas à s'entendre avec le Front de gauche. La course à la gamelle entre « camarades ». Les tartufferies écolos. Le cirque Mélenchon-Marine. Les premières passerelles entre le FN et la droite populaire. La guéguerre Copé-Fillon, avec Raffarin et Juppé en embuscade. Et, cerise sur le gâteau, La Rochelle, un petit village charentais, résistant encore et toujours à l'envahisseur. Explications. Le député maire socialo de La Rochelle ayant décidé de rejoindre la vie civile, il ne se représente pas. Suite à cela, la fédération socialo de Charente-Maritime vote à la quasi unanimité pour la candidature de son secrétaire fédéral, Olivier Faorni. Du basique. Sauf que Ségolène Royal, présidente de la région Poitou-Charentes, recalée à l'avant dernière présidentielle, recalée aux dernières primaires socialos, est en recherche d'une candidature sûre (c'est le cas de La Rochelle) pour pouvoir être élue députée, et, ainsi, pouvoir être présidente (c'est une obsession) de l'Assemblée nationale. Et, donc, elle se débrouille pour se faire parachuter par les instances nationales du PS dans la circonscription d'Olivier. Levée de fourches charentaises. Olivier décide de se maintenir. Il est exclu du PS. Mais, la mère Royal étant tellement haïe chez nous pour son autoritarisme et Olivier tellement aimé, il n'est pas sûr que les choses se déroulent comme prévu. D'autant plus que, au PS, Jean Glavany lorgne le perchoir et ne verrait pas d'un mauvais œil la défaite de l'Impérial.

Bref, nous pouvons nous amuser de tout cela. Et sans doute faut-il le faire !

Mais, ce serait mieux de se préparer à l'évidence : à savoir socialisme ou barbarie ? Et de se donner les moyens de faire le bon choix.

Jean-Marc Raynaud
Groupe Nous Autres
de la Fédération anarchiste

Madagascar

Démocratie : organisation légale de la corruption ?

Patrick Rama

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

Comme au ciel

Air Madagascar. Une des dernières compagnies aériennes indépendantes du continent africain, qui partageait jusqu'alors le gâteau des vols internationaux avec le saint espoir de voir se développer le tourisme dans une île qui compte près de 3 500 km de côtes. La concurrence y est telle avec Corsair, Air Austral et Air France, que la compagnie nationale, minée par le manque de moyens, le turn-over politique et l'impossibilité d'une vision stratégique à long terme, finit sa course en squattant les sièges de ses concurrents et en affrétant des avions charters parfois douteux. Les pilotes malagasy ont toujours eu la réputation d'être parmi les plus aguerris au monde. La réputation des équipages et la légendaire hospitalité pratiquée à bord ont donné une image forte à la compagnie dotée alors de deux Boeing 767-300 sortis d'usine en 1991 et 1992.

En 2011, l'Union européenne met Air Madagascar sur liste noire. Les deux avions sont écartés des tarmacs européens.

En 2012, en pleine période de misère supportée par la population, le président de la transition, Andry Rajoelina, donne l'ordre d'achat de deux Airbus A 340 en location longue durée avec option d'achat à six ans, modèles fabriqués en 1998 et 2000. Car Madagascar est la chasse gardée de la France. Madagascar doit acheter français, coopérer français, parler français. C'est ainsi que le pays vient d'acheter le modèle d'avion le plus onéreux en exploitation, le moins rentable et donc le moins compétitif, mais il a de nouveau le droit d'atterrir sur le sol français aux frais du contribuable qui, lui, crève dans les caniveaux de la capitale et ne verra jamais un brin de Tour Eiffel.

Témoignage d'un chauffeur de taxi

Chez nous, c'est la guerre perpétuelle. Avant, c'était l'époque où Madagascar faisait partie du bloc communiste. On y mourrait de la guerre froide. Aujourd'hui, c'est une guerre assimilable à une guerre des gangs, et on y meurt pour rien. Une guerre qui tue les plus démunis sans que personne ne s'en préoccupe car c'est hors statistiques : des personnes âgées, des enfants. Tu vois, à Madagascar, on tue sans que l'on ait besoin d'envoyer une quelconque force armée. La France y fait la loi, et je ne parle pas au sens figuré du terme. Que fait la France ici ?

Réponse lapidaire : gisements de pétrole à l'ouest, dont l'exploitation est lancée, gisements d'uranium, de terres rares, de minerais et de bois précieux pour ne citer que les motifs principaux du crime. Et c'est quoi cette communauté internationale ? L'Europe et principalement la France qui détient près de 80 % du système bancaire, les États-Unis qui ont pour l'occasion transformé leur petite ambassade en un mini Pentagone sur la route de l'aéroport, les Chinois et les Indiens qui commercent avec la Grande Île depuis la nuit des temps, et l'Afrique du Sud.

Quelles sont les armes ? La Constitution. Il faut que le pays opère son changement de gouvernance dans les règles, donc il faut des élections. Rajoelina est arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État où la population a versé de son sang pour l'amener au palais présidentiel d'Ambotsirohitra. D'accord c'est un putsch, mais ça arrange la France car l'ancien président était trop tourné vers les États-Unis. La diplomatie française a parfaitement œuvré pour reconnaître le nouveau régime sans toutefois s'y brûler les doigts. Et la loi arrange tout le monde. Le temps de la mise en place d'élections donne tout le loisir aux opérateurs de tous bords d'opérer des transactions importantes. Pour remercier la population malgache, le consulat français « régule les tentatives d'émigration ». En clair, pour avoir ton visa, mon ami malgache, il faudra t'armer de patience, avoir déjà acheté ton billet et déjoué les subtilités d'obtention d'un rendez-vous pour demande de visa. Il te faudra ensuite avoir des sommes exactes sur toi car on ne rend pas la monnaie, avoir obtenu de France toutes les attestations de ton hôte (fiches de paie, certificat d'hébergement, surface adaptée à recevoir quelqu'un). Il ne faut pas être trop jeune (pour les femmes), on ne sait jamais, des fois qu'on pourrait la marier. Il ne faut pas être trop vieux, car le tourisme médical sauvage grève les caisses de la sécurité sociale française. Je passe sur le mépris du personnel d'ambassade, mais leur travail est efficace et déjà digne des recommandations lepénistes : t'as plus envie d'aller chercher un visa.

Pour s'approprier un pays, c'est bien simple, tu le mets à genoux et tu achètes tout au rabais. Principaux secteurs négociés : le pétrole (Total à lui seul a investi 9 milliards de dollars, soit le PIB du pays), les minerais, le bois précieux, l'immobilier et l'hôtellerie. Pendant que les affaires changent de mains, le gouvernement attise le feu d'un affrontement politique entre le président de la transition et son rival, Marc Ravalomanana, exilé en Afrique du Sud. Trois années que ça dure. Trois ans de conflits politiques factices pour favoriser l'émergence d'une nouvelle génération d'opérateurs malgaches couverts par les lois de la transition et encouragés par les investisseurs étrangers, car il faut bien laisser des miettes pour « réaliser les investissements ». Seulement, ces fameuses « miettes » finissent par s'étaler au grand jour comme une verrue de luxe. Apparition des premiers Hummer à Antananarivo, nouveaux styles de propriétés de luxe, achats de quartiers entiers qui passent aux mains des étrangers, et je ne vise personne car tout le monde s'y est mis. Réalisation ou détournement de programmes hôteliers. Réaliser c'est simple : tu construits. Détourner c'est encore mieux : tu confisques les programmes engagés sous l'ancien régime et tu continues les travaux. Le groupe Accor vient de créer un hôtel Ibis dans le quartier d'Akorondrano. Pourquoi alors qu'il avait quitté l'île quelques années auparavant ? Y-a-t-il une politique ou une stratégie de développement touristique engagée ? Peu importe. C'est là, comme les deux Airbus et c'est moche, comme tous les Ibis du monde. Bonne chance au gérant !

Pendant ce temps, l'industrie hôtelière locale est mise à genoux. Ibis affiche ses 80 € la chambre là où l'hôtel malagasy haut de gamme plafonne à 30 € la nuit avec tous les

efforts du monde car sinon, « c'est trop cher ».

Dans les restaurants, les commerces, tout le monde attend le client au son des transistors. Reste deux types d'endroits qui échappent à la règle : les établissements tenus par les *Vazaha* (Européens) et les établissements de nuit car la nuit, tous les chats sont gris.

Quant à la concurrence, il existe une méthode radicale : tu identifies les établissements détenus par l'ancien régime, et tu y organises une *rotaka*, un pillage quoi ! Pour exemple, MBS, du groupe de communication de Marc Ravalomanana, qui était techniquement et technologiquement le plus avancé en matière de traitement de l'image et de diffusion a été purement et simplement saccagé. Il en est de même pour la télé nationale, brûlée lors des incidents de 2009, et avec elle, des documents d'archives datant des années 1930.

Là, tu commences à toucher du doigt le rapport entre les politiques et la population. Une population qui a faim. Dans les bureaux, on fait la sieste à midi pour surmonter le coup de barre. Pas étonnant puisque le repas sera pris à 19 heures, quand à celui du jour, on fait l'impasse. Les portions dans les assiettes sont également propices au régime. Si à New York le Français ne finit jamais son assiette et réclame son « doggy bag », à Madagascar, le régime alimentaire bat le record des programmes des Weight Watchers. Et par-dessus tout ça, on entend parler de productivité, d'objectifs et de choses qui ne sont pas faites ou mal faites. La morale de cette histoire, je l'ai entendue de la bouche d'un coopérant : « *Tu ne peux pas faire confiance aux Malgaches.* » Moi j'irais plus loin que ça : tu ne peux pas faire confiance à celui qui a faim et que tu laisses ainsi parce qu'il n'a pas les mêmes objectifs que toi. Lui c'est la survie, toi c'est le profit : vous n'êtes pas sur la même planète et tous tes principes de management, tu peux les mettre au clou !

Alors cette population reste aux aguets de toute opportunité à très court terme, et il y en a. Quel que soit le camp organisateur, si tu vas à une manifestation, tu as toutes les chances de ramasser un pécule, un repas ou un tee-shirt, ou autre chose. À ce prix-là, tu pourrais tout t'offrir : une foule au Trocadéro et même envoyer le peuple dans une voie de garage où l'issue serait forcément une boucherie. C'est ça la prise de pouvoir en 2009, on a demandé à la population de passer la ligne rouge interdite par la garde présidentielle. L'armée a tiré, faisant une quarantaine de morts. Marc Ravalomanana a dû démissionner et le jeune DJ (Andry Rajoelina) a pris possession de la présidence. Mais ne crois pas que tu sois au bout de l'écœurement.

Dans ces périodes de « crise » que j'appellerais plutôt de « dépouillement massif », la tentation est grande d'imiter les chefs corrompus. Des bandes s'organisent pour piller des particuliers, des entreprises. Ça perd son sang froid. Ça tue pour un « oui » ou un « non ». Je ne parle pas que des vols à la tire, des violences, ni des détournements de fonds ou petites arnaques, mais aussi des hommes de main pour intimider les opposants. C'est pratique dans un tel contexte. Et si ce n'est pas adapté, il reste la prison, les mercenaires ou la censure.

Une résistance populaire vivante

Alors me diras-tu, « il ne fait pas bon vivre à Madagascar ? ». Eh bien je t'assure que si, pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que tout s'y fait doucement. Deuxièmement, parce que c'est un art de vivre et de cultiver l'optimisme quotidien pour mieux faire face à la misère. Troisièmement, car tu y reçois une leçon de dignité populaire. Depuis l'indépendance, si durement acquise à coups de crosses, les institutions sont restées calquées sur les institutions françaises. Tu as une carte d'identité, tu dois payer des impôts, il y a une mairie, une banque centrale, une Assemblée nationale, une armée, une police, des patentes, une réglementation et des salaires. Mais lorsqu'il n'y a pas de salaires, ou s'ils sont abominablement bas, tout cela part en fumée. Elle est là l'âme malgache ; elle est dans ce type de résistance. Affame ton peuple et tu n'auras plus ni institutions, ni lois, ni règles, et ta démocratie ne fera que couvrir toutes les corruptions, sauf qu'il y a une différence entre celui qui fait ça pour survivre et celui qui le fait pour plus de profit. Mais alors, qu'est-ce qui fait que cette population tient encore debout ?

Parce qu'elle a compris que chacun a maintenant son propre destin en mains. Parce que l'économie parallèle a pris ses droits et instauré des règles populaires de survie. Parce qu'il existe un lien ancestral, culturel et social très fort, le *fihavanana*, que nous pourrions traduire par « convivialité » et son expression tant au sein de la famille que dans l'entourage social. Parce qu'il n'y a plus de classe moyenne, cette classe intermédiaire subit durement l'exercice du bouclage des fins de mois et nourrit petit à petit les 77 % de ménages vivant sous le seuil de pauvreté, cela créant une solidarité populaire de fait. Il continuera de faire bon vivre à Madagascar, car la vie y est maintenant et plus que jamais vécue en dehors des institutions. Lorsque l'on vit dans le chaos, tout reste à inventer. Tu vois, je suis chauffeur de taxi et j'ai un diplôme bac plus quatre. C'est comme si ces études m'avaient permis de voir ma mise à mort de façon consciente, mais je vois aussi une prise de conscience très mûre de la population. : C'est ça l'avenir et il n'y a plus aucune référence, plus aucun modèle, si ce n'est le nôtre, celui de nos pratiques sociales et culturelles traditionnelles.

Le crépuscule des pouvoirs

L'exemple malgache illustre un phénomène international de façon exacerbée : le refus de l'exploitation de l'homme par l'homme, la fin d'une partie de poker où l'on demande aux plus démunis de continuer de jouer le ventre creux, avec des cartes à chiffres et sans as.

Le rêve démocratique est mort. Il doit laisser place à un autre modèle de société où les propositions anarchistes ont tout leur crédit sur la base de l'auto-organisation fédérative et de l'autogestion. L'attente des populations est bien là. Il existe une réelle convergence possible avec les méthodes et les visions alternatives, non pour prendre le pouvoir dont nous ne voulons pas, mais pour continuer d'injecter cet attachement à la liberté individuelle, à la confiance en l'humain et en l'émancipation. Les initiatives individuelles font légion. Si elles semblent naître sans coordination, elles sont maintenant propices à l'émergence de règles du jeu nouvelles, ce gisement de richesses humaines qui finira bien par donner corps à la volonté de changer la société malagasy. Sa puissance, c'est l'expérimentation de nouveaux modèles sociaux.

P. H.

Printemps québécois

De l'orgueil aux préjudices

Jean-Rémi Carbonneau

Mélissa Desrochers

Marc-André Marquis

Créé en 1964 suite à la commission d'enquête Parent, le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) avait pour mandat de favoriser l'accès à l'enseignement supérieur dans une province francophone sous-scolarisée, où l'éducation des Québécois était traditionnellement dominée par le clergé, à défaut de quoi elle était réservée à la minorité anglophone, mieux nantie. Le MEQ mit en place des collèges d'enseignement général et professionnel (cégep), un vaste réseau d'établissements universitaires comptant des universités (connu sous le nom d'Université du Québec) et des écoles professionnelles, ce qui rendait l'éducation post-secondaire accessible même dans les régions rurales, ainsi que des programmes de prêts et bourses pour faciliter l'accès à l'université.

Afin de valoriser l'éducation supérieure dans la province, les frais de scolarité furent fixés à 540 dollars canadiens en 1968. Ces frais furent gelés jusqu'en 1990, puis triplés, atteignant 1 668 dollars sous le gouvernement libéral de Robert Bourassa. Grâce à la mobilisation étudiante, les frais furent à nouveau gelés de 1994 à 2007. Puis, Jean Charest, ancien ministre du Parti conservateur du Canada et subséquemment élu chef du parti libéral du Québec (PLQ), décrétait une hausse de 30 % étalée sur 5 ans (portant le montant en 2011 à 2 168 dollars). Cette hausse à peine encaissée, le Premier ministre Charest annonçait, dans son budget de mars 2011, une nouvelle hausse de 75 % des frais de scolarité répartie sur cinq ans. Cette augmentation s'inscrit dans le renforcement d'un modèle néolibéral de gestion de l'éducation supérieure qui valorise la compétition entre les universités, le concept d'utilisateur-payeur (l'éducation comme marchandise), ainsi qu'un désengagement de l'État au profit d'un accroissement du financement privé en échange d'un réalignement de la mission universitaire sur les besoins des entreprises privées. Cette nouvelle augmentation portera la facture étudiante à 3 793 dollars en 2017. Ce montant ne tient pas compte des frais institutionnels obligatoires (FIO) qui varient selon les universités et atteignent en moyenne 700 dollars.

Comme le laisse entendre la litanie de la « juste part », chantée sans relâche par le gouvernement Charest, cette hausse constitue un choix politique plutôt qu'une décision économique. Justifiant ces hausses en invoquant des motifs économiques et la nécessité de réduire le déficit public québécois, le gouvernement refuse de manière obstinée d'imposer des mesures fiscales plus contraignantes aux entreprises – qui bénéficient actuellement de subventions et de crédits d'impôts importants – ainsi qu'aux contribuables les plus fortunés.

En réaction au refus du gouvernement libéral de discuter de cette dernière hausse des frais de scolarité de 75 % sur cinq ans, les étudiants des cégeps et des universités québécoises, principalement regroupés au sein de quatre fédérations étudiantes ont déclenché une grève générale le 13 février 2012. Depuis, les grévistes, représentés par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (Classe), la Fédération étudiante universitaire du Québec (Feuq), la Fédération étudiante collégiale du Québec (Fecq) et la Table de concertation étudiante du Québec (Taceq) multiplient les actions militantes et artistiques, les manifestations pacifiques, les blocages économiques et la désobéissance civile afin de se faire entendre. Ces rassemblements ont culminé

avec la plus grande manifestation de l'histoire du Québec le 22 mars alors que plus de 200 000 personnes sont descendues dans la rue pour dénoncer la hausse et les politiques néolibérales du gouvernement. Cette semaine-là, plus de 300 000 étudiants étaient en grève sur une population étudiante postsecondaire totale de 400 000 étudiants.

Après de nombreuses tergiversations et une forte pression sociale provenant de différents milieux (syndicats, enseignants, artistes, personnalités publiques et politiques, etc.) et plus de dix semaines de grève, le gouvernement Charest a fini par amorcer des discussions avec les fédérations étudiantes. Toutefois, cette ouverture excluait d'emblée toute négociation au sujet de la hausse des frais de scolarité. Cette politique de la « main tendue » a plutôt été qualifiée de « poing fermé » par les observateurs et les associations étudiantes. En effet, le gouvernement libéral a mis de nombreuses conditions et a usé de multiples stratégies pour diviser les fédérations étudiantes, passant par la délégitimation des étudiants à la criminalisation du mouvement. D'abord, et en parfaite cohérence avec la rhétorique marchande du PLQ, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp a qualifié le mouvement étudiant de « boycott » en niant le caractère collectif et social du mouvement de grève. Qui plus est, le gouvernement ne considère pas que les étudiants paient des frais de scolarité, mais bien des « droits » de scolarité (qu'on se le rappelle : un droit acheté devient un privilège pour ceux qui peuvent se le payer). Cette instrumentalisation du langage a été répétée tout au long du conflit dans les discours officiels, et diffusée sans relâche sur les réseaux d'information continue, pour être finalement assimilée par divers intervenants politiques et médiatiques.

Par la suite, ce débat sémantique s'est déplacé vers le concept de violence. Ainsi, le gouvernement a volontairement exclus des discussions les représentants de la Classe pour ne pas avoir condamné catégoriquement la violence, mais pour l'avoir seulement « dénoncée ». Il faut savoir que les structures internes de la Classe fonctionnent sur le principe de la démocratie directe et que les porte-parole ne peuvent prendre aucune initiative individuelle ; ils doivent obtenir un mandat par le congrès de la coalition pour se positionner sur des questions précises. En fait, les grévistes liés à la Classe ont mis l'accent sur la violence dirigée contre les individus, notamment la répression policière envers les manifestants qui a aussi été dénoncée par Amnistie internationale, la Ligue des droits et libertés du Québec, et deux partis d'opposition au Québec (Québec Solidaire et le Parti québécois). Ces dénonciations concernent les arrestations arbitraires et préventives, les conditions de détention, l'emploi d'une force disproportionnée et les blessures graves

suite à des interventions policières (œil crevé, oreille sectionnée, multiples fractures du crâne causées aux manifestants, etc.). De son côté, le gouvernement du Québec a systématiquement refusé de condamner la violence envers les personnes physiques pour continuer à se scandaliser de la violence envers le mobilier urbain.

En misant sur l'essoufflement du mouvement étudiant, le gouvernement a ignoré les revendications des grévistes et a laissé pourrir la situation jusqu'à ce que le conflit s'envenime et que certaines manifestations se radicalisent. Il est important d'indiquer que la majorité des 200 manifestations étudiantes à ce jour se sont déroulées pacifiquement, dans une ambiance festive. Sur certains enjeux plus sensibles, la lutte des étudiants et celles d'autres groupes ont convergé. Dans certaines de ces manifestations (notamment lors de la journée internationale contre la brutalité policière, lors du rassemblement contre le Salon Plan Nord, de la manifestation anticapitaliste du 1er mai et de celle contre le congrès du Parti libéral du Québec), la tension entre manifestants et policiers antiémeutes a monté d'un cran, donnant des munitions au PLQ pour discréditer le mouvement étudiant. À un point tel que les dirigeants des services de police et les membres du gouvernement accusent les manifestants d'être responsables de la violence qu'ils ont subie. Au lendemain de l'émeute qui a eu lieu lors du congrès du PLQ à Victoriaville le 4 mai 2012, le chef de la Sûreté du Québec s'est dit satisfait du travail de ses policiers, malgré un bilan de plusieurs blessés, dont certains se sont retrouvés pendant quelques jours dans un état critique à l'hôpital. Comment le gouvernement libéral peut-il accuser un manifestant d'être responsable de la perte de son œil causée par le projectile d'un policier ? La violence policière, utilisée sans discernement et de manière systématique contre toute personne se trouvant sur les lieux, a même été dirigée contre des élus de l'Assemblée nationale venus manifester, des journalistes venus couvrir les événements, de même qu'aveuglément excercée contre les clients de certaines terrasses du centre-ville de Montréal.

Parmi les quelques manifestations qui

ont dégénéré à la suite de l'intervention disproportionnée du Service de police de la ville de Montréal (SPVM), celle contre le Salon Plan Nord, le 20 avril dernier au centre-ville de Montréal, mérite une attention particulière. Au même moment, le premier ministre Charest, devant un parterre d'industriels miniers et de banquiers, vantait les mérites d'un plan d'investissement de 80 milliards de dollars sur vingt-cinq ans financé par le trésor public québécois (à comparer aux 216 millions prévus pour la hausse des frais de scolarité sur cinq ans). L'idée derrière le Plan Nord, c'est la privatisation des profits et la nationalisation des coûts et des pertes. Le Plan Nord a été sévèrement critiqué tant par les citoyens, que par les environnementalistes, plusieurs économistes et les communautés autochtones dont les terres ancestrales et le mode de vie traditionnel seront menacés. Les retombées économiques du Plan Nord anticipées par le PLQ sont aussi remises en question par plusieurs chercheurs. Pendant que l'émeute faisait déjà rage à l'extérieur du Palais des congrès de Montréal, monsieur Charest, à l'intérieur, prononçait un discours dans lequel il a senti le besoin d'utiliser l'humour pour détendre une ambiance particulièrement tendue : « *Le Salon du Plan Nord que nous allons ouvrir aujourd'hui, qui est déjà très populaire, les gens courent de partout pour entrer, est une occasion notamment pour les chercheurs d'emploi. Alors à ceux qui frappaient à notre porte ce matin, on pourra leur offrir un emploi, dans le Nord autant que possible…* » Cette comparaison des chantiers du Plan Nord avec les camps de travail staliniens n'a pas manqué de soulever l'ire d'une foule déjà galvanisée et d'indigner le public québécois, sidéré. D'aucuns considèrent que dans un contexte de crise, ces propos sont indignes de la fonction occupée par monsieur Charest

La grève a mis en évidence l'incapacité du gouvernement libéral de gérer une grave crise sociale. Outre le Plan Nord, ce gouvernement s'est embourbé dans de nombreux dossiers très litigieux en matière d'exploration et d'exploitation des gaz de schiste (shale) et de pétrole dans des écosystèmes uniques et déjà fragilisés par une industrie minière et forestière avare de profits. Pensons également aux dossiers de tentative de privatisation du parc national du Mont-Orford (suite à quoi ministre de l'Environnement du PLQ, Thomas Mulcair, a claqué la porte), de la conversion en 2005 de 103 millions de bourses étudiantes en prêts (ce qui a mené aussi à une importante grève étudiante qui a coûté au gouvernement libéral son ministre de l'Éducation de l'époque, Pierre Reid), cela sans oublier les nombreux départs de membres du cabinet du PLQ vers des entreprises privées œuvrant dans des domaines connexes : ces anciens ministres ont fait profiter des entreprises de leur réseau de contacts politiques, de leur expertise et des connaissances acquises dans le cadre de leurs fonctions ministérielles, et ce malgré l'indécence de ces pratiques.

Après quatorze semaines de grève, le gouvernement maintient sa ligne dure et soutient avoir fait preuve d'ouverture avec deux offres aux étudiants, qui pourtant n'ont jamais porté sur le cœur du problème : les frais de scolarité. Ces deux offres ont été rejetées massivement par l'ensemble du corps étudiant, qu'il soit en grève ou non : 342 000 étudiants (sur 400 000) ont refusé la seconde offre du 5 mai. Plusieurs groupes de citoyens réclament un moratoire sur la hausse des frais de scolarité afin d'apaiser la crise sociale actuelle et de prendre le temps de trouver une solution à ce conflit. Les étudiants désirent plus. Ils sont convaincus de l'actuelle mauvaise gestion des universités et demandent la tenue d'états généraux sur l'enseignement supérieur pour discuter collectivement du modèle universitaire à développer. Pourtant, le PLQ reste imperturbable et refuse ces propositions. Il considère que l'endettement étudiant est un investissement personnel que les individus doivent faire pour assurer leur avenir, alors que les étudiants considèrent que le financement de l'éducation post-secondaire doit être assuré par la société dans son ensemble qui investit en elle-même. Le débat de société que les étudiants souhaitent n'a toujours pas eu lieu.

L'intransigeance du gouvernement Charest a conduit à l'enlisement du conflit et à la radicalisation du mouvement. Le 14 mai, constatant l'impasse, la ministre de l'Éducation et vice-première ministre du Québec, Line Beauchamp, a dû admettre son incapacité à gérer la crise et a démissionné de ses fonctions politiques. La même journée, M. Charest renommait l'ancienne ministre de l'Éducation Michelle Courchesne (2007-2010) à ce poste. En date du 16 mai, 155 000 étudiants étaient toujours en grève générale et les fédérations étudiantes fai-

saient toujours preuve d'une solidarité historique. Les promesses de rouvrir le dialogue de la nouvelle ministre n'ont pas durées quarante-huit heures. Le 17 mai, le PLQ annonçait qu'il adopterait une loi spéciale destinée à mettre fin au conflit, suspendant la session et entravant le droit d'association. Malgré les vives oppositions de plusieurs élus et groupes de professionnels (juristes, grandes centrales syndicales, fédérations des enseignants, organismes communautaires, etc.), le gouvernement a décidé d'en finir avec la démocratie étudiante le 18 mai 2012 en faisant adopter le projet de loi 78. La loi, avec quelques amendements mineurs, a été votée à majorité (68 pour, 48 contre) après plus de vingt-quatre heures de débats à l'Assemblée nationale. Le PLQ a bénéficié du soutien des députés de la Coalition avenir Québec (CAQ) et l'adoption de cette loi reflète le clivage gauche-droite qui secoue actuellement le Québec. Dénoncée par Amnistie internationale et le Barreau du Québec, cette loi est considérée comme antidémocratique, arbitraire et d'emblée inconstitutionnelle car plusieurs de ses dispositions contredisent des droits enchâssés dans la Charte canadienne des droits et libertés et dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne (libertés d'association, de réunion pacifique d'expression, de pensée et de circulation ; protection contre la détention et l'emprisonnement arbitraires ; présomption d'innocence). La loi 78 accorde un pouvoir discrétionnaire au ministère de l'Éducation, qui peut désormais prendre toutes les mesures nécessaires afin de modifier les dispositions existantes qui contredisent la loi spéciale.

La loi 78, qui suspend le semestre d'hiver et le reporte en août, obligera les institutions d'enseignement et les enseignants à dispenser les cours à la manière d'une injonction gouvernementale. Elle leur interdit aussi strictement toute forme d'« action concertée » de contestation de ses dispositions, sous peine d'amendes très salées (de 7 000 à 35 000dollars pour les individus et de 25 000 dollars à 125 000 dollars pour les institutions). Des amendes similaires sont également prévues pour toute personne ou organisation étudiante qui empêche physiquement ou incite à « *entraver le droit d'un étudiant de recevoir l'enseignement dispensé par l'établissement* » – et ce même par acte ou complicité. La liberté d'association devient sévèrement entravée par cette loi spéciale ; la survie même des organisations étudiantes est menacée dans la mesure où le gouvernement peut également forcer une université à cesser de percevoir les cotisations des associations étudiantes fautives et les priver de locaux, de mobilier et de matériel. De plus, la loi limite considérablement le droit général de manifester et la liberté d'expression en rendant pratiquement impossible les manifestations spontanées, ou prévues à court terme, en obligeant les organisateurs à fournir nombre d'informations (date, heure, durée, itinéraire, moyen de transport) à la police au moins huit heures à l'avance.

Soutenues par les centrales syndicales, les fédérations étudiantes ont d'ores et déjà annoncé leur intention d'intenter une poursuite en nullité : plus de 500 avocats ont d'ailleurs offert gratuitement leurs services à cet effet. Toutefois, le gouvernement semble avoir prévu cette éventualité, peaufinant le texte de loi depuis déjà plusieurs semaines. En effet, l'échéance prévue de la loi, au 1er juillet 2013, a été semble t-il délibérément pensée pour rendre caduque toute forme de recours d'inconstitutionnalité en raison de la longueur et de la lourdeur du processus judiciaire. Cette loi censée apaiser les tensions existantes a plutôt été reçue par les fédérations comme une déclaration de guerre. Déjà les groupes militants contre la hausse des frais de scolarité, tels les regroupements d'enseignants et d'étudiants, s'imposent une autocensure par crainte de représailles comme en fait foi la fermeture de nombreux sites internet. Ceci constitue un net recul des acquis sociaux et démocratiques du Québec, conquis au cours des soixante dernières années.

J.-R. C. ; M. D. ; M.-A. M.

Printemps érable au Québec

Ici la situation s'est soudainement durcie. La grève des étudiants contre une hausse progressive de 82 % des droits de scolarité dure depuis le début du mois de février. Le gouvernement refuse de céder et vient de voter une loi spéciale (aussitôt appelée « loi matraque ») qui suspend l'année scolaire et qui s'attaque au mouvement social en général. Que voici :

1. Il est interdit de manifester si on n'avertit pas la police du parcours huit heures à l'avance. La police a le droit de dévier le parcours ou de le refuser.

2. Les associations en grève doivent manifester à 500 mètres des établissements. Il est interdit d'arrêter les cours pour faire respecter le vote de grève.

3. Toute infraction est passible d'amendes, 1 000 dollars par personne pour le premier jour, le double le deuxième jour, etc. Les associations paieront des amendes allant de 12 000 à 25 000 dollars. L'État s'octroie le droit de couper les vivres aux associations étudiantes en retenant à la source les cotisations étudiantes…

4. Tout attroupement de 50 personnes et plus doit être signalé à la police.

5. Les professeurs sont passibles d'amendes s'ils encouragent la désobéissance civile et c'est au syndicat à faire la preuve qu'ils ne sont pas coupables. Suspension donc du droit de présomption d'innocence.

6. La ministre de l'Éducation et le Premier ministre peuvent voter toute loi spéciale visant à encadrer davantage toutes ces mesures.

Inutile de dire que les syndicats crient au fascisme. Jusqu'à maintenant les salopards, au lieu d'appeler à une journée de grève sociale, ont préféré laisser le climat se détériorer. Maintenant qu'ils sont aussi touchés dans leurs droits démocratiques de manifestation et d'association, ils réagissent !

Il faut ajouter que la mairie de Montréal a adopté une loi interdisant tout port de masque ou foulard couvrant le visage, pendant les manifestations. Dire qu'on attendait le Grand Prix en petite tenue !

En allant sur youtube, on peut voir *Émeute à Victoriaville* et autres images du conflit étudiant.

Moi, je suis encore en grève et on a appelé – avant que la loi ne soit votée – à la désobéissance civile. Maintenant que la loi est passée, on va apprendre à contourner la chose, on va devenir silencieux, mais pas pour autant servile.

Toutes les associations, même celles de droite, sont déjà engagées dans des combats juridiques et appellent à manifester contre la loi spéciale, voire à poursuivre la grève.

Le soir même, pas loin de 10 000 personnes ont manifesté contre la « loi matraque » à Montréal.

Voilà pour les nouvelles d'un Québec au printemps érable !

Tapitah

Je porterai dorénavant un carré noir

Je porterai dorénavant un carré noir. [Ajout : sans enlever le rouge, bien entendu. Et les deux ensemble font un bien beau drapeau]

Je le porterai d'abord en solidarité avec ces jeunes gens que l'on a sans répit humiliés, battus, matraqués, et gazés, et pour ne jamais oublier ce qu'on leur a fait.

Je le porterai pour me rappeler que je suis en deuil de la démocratie, pour dire à tous et à toutes ma tristesse devant ce qui ressemble désormais plus, et je pèse mes mots, à une association de malfaiteurs qu'à un gouvernement, à un rassemblement de mafieux gangrenés par la corruption et autour desquels flotte, immanquable, la nauséabonde odeur du scandale et du mépris de la société civile.

Je le porterai pour me rappeler qu'on m'a menti en assurant que le débat sur les frais de scolarité a eu lieu : les étudiants et les professeurs se sont en effet retirés de ces consultations bidon organisées par les Libéraux et durant lesquelles il ne pouvait être sereinement traité ; et pour me rappeler que ce gouvernement a ensuite refusé de discuter de cette question dans toute son ampleur et avec sérieux, ce que seuls des états généraux peuvent accomplir.

Je le porterai pour me rappeler ces efforts de dissolution du politique dans le juridique.

Je le porterai pour me rappeler votre trop longtemps refus maintenu de négocier et, ce moment venu, votre inébranlable refus d'aborder les questions que posaient les étudiants et les étudiantes en grève.

Je le porterai pour me rappeler que je suis en deuil de la démocratie délibérative, assassinée par des faiseurs d'opinion que je ne peux me résoudre à appeler des journalistes, et dont les excès de langage ont dépassé de loin tout ce que j'ai vu dans ma vie.

Je le porterai pour me rappeler ces sondages non probabilistes qui ont, c'est une honte, été ce que nous avons eu de mieux à nous offrir dans le cadre de notre conversation démocratique sur un enjeu de cette importance.

Je le porterai aussi en deuil de ces mots de la langue qui ont été bien malmenés ces derniers temps : grève, démocratie, accessibilité, et pour ne pas oublier que ces perversions du langage ont consisté à faire d'un enjeu collectif et politique une affaire individuelle, marchande et économique

Je le porterai pour la liberté d'expression, d'association et de manifestation que cette inique loi spéciale poignarde au cœur.

Je le porterai en solidarité avec mes compagnons libertaires qu'on humilie, qu'on bat, qu'on matraque, et qu'on gaze, comme les autres, mais qu'on calomnie aussi.

Je le porterai donc pour me rappeler l'immense et noble espoir que l'anarchisme n'a cessé de porter : celui d'une société libre, démocratique, égalitaire et sans pouvoir illégitime, pour me rappeler cet idéal que j'aime infiniment et dont ne connaissent manifestement rien ceux et celles qui lui crachent aujourd'hui dessus.

Je le porterai enfin et surtout pour me souvenir que des jeunes gens, un moment, chez nous, ont incarné cet idéal : et que si les gouvernements passent, cet idéal, lui, ne mourra jamais.

Je porterai dorénavant un carré noir.

Et je vous invite à en porter un, vous aussi : les raisons pour ce faire ne manquent hélas pas.

Normand Baillargeon

Maroc

Exploitation des travailleurs par des entreprises espagnoles

Au Maroc, les patrons espagnols n'appliquent pas le Code du travail de ce pays et ne respectent pas non plus les droits syndicaux. L'État espagnol n'occupe plus le nord du Maroc depuis 1956, après avoir pillé ses ressources (fer, pêche, etc.), après avoir utilisé des gaz toxiques contre la population civile au cours d'une longue et cruelle guerre coloniale, après avoir aussi utilisé des dizaines de milliers de Marocains, y compris des adolescents (il existait un bataillon de jeunes de 15 à 18 ans), pendant la guerre civile espagnole, que l'on a trompés par des mensonges en profitant de la misère dans laquelle ils se trouvaient.

Les entreprises espagnoles à Sous Massa

À Sous Massa, dans la région d'Agadir, vingt et une entreprises espagnoles sont installées, spécialisées dans les cultures maraîchères, de fruits et légumes. Neuf d'entre elles violent complètement le Code du travail du Maroc, équivalant du statut des travailleurs espagnols. Elles ne respectent pas les salaires, ni les horaires de travail, ne payent pas les heures supplémentaires, ne respectent pas non plus les règles de sécurité et d'hygiène. Elles ne reconnaissent évidemment pas non plus les droits syndicaux. Seules quatre entreprises sur vingt et une sont en accord avec le Code du travail, mais certaines, comme Soprofel, interdisent l'appartenance syndicale. Les autres n'appliquent que partiellement la législation.

Ceci est possible grâce à la complicité des autorités et celle de l'Inspection du travail dans un pays où la dynastie alaouite est le meilleur allié, dans cette zone, des puissances occidentales, un pays soumis aux entreprises multinationales européennes et états-uniennes. Rappelons à ce propos que depuis des années et malgré les protestations des populations locales, des troupes américaines (USA) et marocaines procèdent conjointement à des manœuvres militaires dans la région de Tantán (sud du Maroc) : forces aéronavales, 1 200 *marines* américains et 900 soldats marocains (nous reviendrons sur ce problème dans un prochain numéro du *Monde libertaire*).

Nufribel

Mais revenons aux entreprises espagnoles implantées au Maroc, et à un exemple du comportement honteux de celles-ci : l'entreprise Nufribel dont l'activité est le conditionnement des fruits et légumes destinés à l'exportation, installée dans le village de Ait Melloul, à douze kilomètres d'Agadir et où travaillent cinquante ouvrières agricoles.

Nufribel exploite ces travailleuses en ne respectant pas le Code du travail et en essayant d'empêcher l'implantation syndicale à l'intérieur de l'entreprise. Dans ce but, la direction a licencié tout le comité de la section syndicale ainsi que d'autres travailleuses affiliées, au total treize ouvrières renvoyées, soit 20 % des effectifs.

Les travailleuses, qui ont vainement tenté toutes les négociations possibles avec la direction, sont en grève depuis le 16 mars portant sept revendications minimum présentées par le syndicat provincial de la Fédération nationale du secteur agricole (FNSA) de l'Union marocaine du travail (UMT) :

– Respect des libertés syndicales et du Code du travail.

– Réadmission des licenciées et reconnaissance du syndicat.

– Application du salaire minimum interprofessionnel et paiement des primes les jours fériés.

– Établir des fiches de paye suivant ce qui est prévu par la loi.

– Reconnaissance de l'ancienneté dans l'entreprise suivant un document qui l'atteste.

– Conditions de sécurité adéquates. Installation d'une salle de premiers soins.

– Annulation des mesures répressives et des sanctions, suivi d'un changement de traitement et d'attitude vis-à-vis des travailleuses.

Entreprises d'exportation

Toutes les entreprises espagnoles implantées au Maroc se consacrent à l'exportation vers le marché européen. Il est significatif que 15 % des tomates marocaines qui s'exportent vers l'Europe appartiennent à des entreprises espagnoles qui profitent d'une main-d'œuvre bon marché et ne bénéficiant d'aucun droit, pour vendre ses produits au prix en vigueur en Europe.

Il est important d'organiser la solidarité avec les ouvriers agricoles marocains, en boycottant les entreprises qui violent les droits des travailleurs, de tisser des liens au-delà des frontières que nous imposent les États. Sur ce sujet, nous avons déjà rendu compte de certaines initiatives de boycott répercutées par des associations de consommateurs en… Suisse[1]. D'organiser aussi la pratique de l'entraide et de donner naissance à de nouveaux rapports entre les peuples, basés sur l'égalité et les échanges libres.

Prochainement, une délégation de la CGT espagnole doit se rendre en visite dans la région de Sous Massa pour se rendre compte sur place de la situation des travailleuses et travailleurs marocains, ceci en solidarité avec la FNSA de l'UMT, avec lesquelles la CGT entretient de bonnes relations depuis des années. À partir de cette visite, l'idée est de mettre sur pied un plan de travail commun, et de prendre l'engagement, pour la CGT, de dénoncer en Espagne l'attitude de ces entreprises.

Commission de travail pour l'Afrique du Nord-CGT espagnole

(Traduit et complété par Ramón Pino)

1. Voir « Sur les terres d'Alméria » in *Le Monde libertaire* n°1633 (28 avril au 4 mai 2011).

Actualité de Béa Tristan

Une voix porteuse d'un futur palpable

En route et en blues

Photo Mystic Mustang

La sortie d'un deuxième CD autoproduit, *Mr Mecano*, porte à nouveau sous les projecteurs Béa Tristan. Son premier CD, *Les Palissandres* paru en 2007, avait marqué les esprits. Il constituait un prolongement au retour à la scène amorcé en 2005 à l'occasion d'un gala de l'Unin pacifiste au Forum Léo Ferré à Ivry-sur-Seine. Depuis, plusieurs scènes parisiennes auxquelles s'ajoute une participation au festival de Barjac ont jalonné un parcours destiné aux retrouvailles avec le public. Tout avait commencé dès 1966 lorsque Béa Tristan – seize ans à peine – se produisait chez Bernadette, un cabaret du quartier latin. C'est là qu'un certain Jacky Julien l'avait repérée un article paru dans *Le Monde libertaire* attira l'attention d'un abonné nommé Patrick Kipper lequel découvrira Béa cinq ans plus tard en première partie de Félix Leclerc à Bobino. En 1968 l'adolescente avait chanté tout un mois à l'Olympia. Bruno Coquatrix avait offert la guitare – espagnole- qu'utilise Béa encore aujourd'hui : un vrai talisman. La même année, premier album chez Philips : *Les Mauvaises manières*. 1970 : second album *Au prochain printemps* chez le même éditeur. Galas. Tournées… L'ascension connaît une rupture. Brutale. Adieu au « Show-bises » sclérosant. Retour à la vraie vie. Un couple, une famille – deux enfants à voir grandir- une maison, la terre de Bourgogne, le temps maîtrisé à « *cultiver son jardin* ». La vraie vie, quoi. Loin des vivats, des contrats, des promesses, des coups tordus, des rêves de pacotille… Trente cinq ans d'interruption du son et de l'image, pour revenir en 2005, armée de doutes, de certitudes aussi. Du désir de chanter et d'écrire chevillé au corps. Après les voyages lointains, parallèles aux voyages intérieurs, eux-mêmes nourris de sensations extrêmes, comme un continuel apprentissage de l'existence. Lorsqu'on voit vivre sur scène Béa Tristan, nul doute, la femme et l'artiste ont gagné sur le temps : temps retrouvé, énergie créatrice, écriture au cordeau servie par une voix quasi inchangée car porteuse d'un futur palpable. Telle nous apparaît aujourd'hui Béa Tristan avec son album *Mr Mecano*.

Laurent Gharibian

Rencontre

Béa Tristan : Avec mon tout premier CD *Les Palissandres*, j'ai fait ce que j'estimais être une lettre ouverte aux gens de ma famille. Le regard en arrière, le regard dans le rétroviseur. Après *Les Palissandres* je ne pensais pas faire un autre album : je pensais avoir décrit tout ce qu'il y avait dans le rétroviseur. Je ne pensais pas que j'allais parler un jour de la route qu'il y a devant le pare-brise… Entre 2007 et 2010 j'avais écrit d'autres chansons que j'avais expérimentées sur scène. D'autres étaient en écriture… En fait, j'ai recommencé parce qu'il existait véritablement une audience. Il y avait des retours… Et j'ai enregistré *Mr Mecano*.

Monde libertaire : Il émane de ce disque une chaleur humaine que l'on retrouve sur scène.

B. T. : Oui, l'album a été réalisé en direct. Chacun dans sa cabine, on s'entendait et on jouait ensemble, comme on joue sur scène aujourd'hui. Il y a une dynamique qui passe. Cette dynamique est portée par nos visions de routes. Ces routes, ces itinéraires de motos dont nous parlions tout le temps entre nous. En moto on est tous très solitaires. Il y a cette position de fragilité, de puissance aussi. Et ça, tous les trois on le partage dans un concept qui n'a rien à voir avec la musique. C'est quelque chose d'autre qu'on a en commun et qu'on apporte à la musique…

M.L. : Benoît Boulianne, Frédéric Louvent et toi-même avez un itinéraire très marqué. Un jour s'est produite la jonction…

B. T. : Oui, chacun de nous trois est un déraciné pour des raisons extrêmement diverses mais chacun vivait un déracinement personnel. Benoît Boulianne, originaire du Québec s'était fixé en France. Frédéric Louvet vivait une histoire : la perte de ses ascendants. Moi aussi. Qui dit déracinement dit nostalgie : on entre forcément dans un état d'esprit très particulier. Je pense à un titre comme *Villa des marronniers*. Fred, Benoît et moi-même avons restauré des maisons. Et qu'est-ce qu'une maison ? C'est ce qui abrite l'essence-même de la vie puisque c'est la famille… Donc on partage tout ça. C'est la réunion miraculeuse de trois personnes qui partageaient des éléments essentiels de sensibilité qu'on retrouve dans mes textes.

M.L. : Dans le climat musical aussi…

B. T. : Oui. Chacun a apporté sa nostalgie des paradis perdus, des paradis de l'enfance ; son désir de construction, de famille et de maison. Et toujours ce désir de ne pas mourir, de ne pas rester assis. Et, quels que soient nos problèmes, de rester debout, de foncer. C'est là que l'on retrouve la dynamique de la moto. Benoît et Fred ont apporté leur univers per-

sonnel. Toutes ces notions, dont je viens de parler, ils les avaient en eux et les ont tellement données dans la musique. Sans pudeur. Sans hystérie.

M.L. : C'est curieux parce que là, il me semble qu'il y a comme la notion de cercle, la notion d'une boucle qui se tient, notamment par vos trajectoires personnelles qui se sont rejointes, qui ont formé un cercle d'amitié. Ca transparaît dans l'album. Aussi bien dans la prise de son que dans l'identité graphique.

B. T. : Oui, il s'est passé quelque chose : il y a dans ce travail une grande coordination. Je voulais revenir sur la notion de cercle. Je regarde régulièrement un grand polar qui est *Le Cercle rouge*. Et quelque temps après avoir enregistré *Mr Mecano*, j'ai remarqué, pour la première fois de ma vie, qu'il y avait en exergue du film de Jean-Pierre Melville une citation de sagesse asiatique qui définit toutes sortes d'autres projets y compris la construction des familles. Cette citation dit, en substance, que des gens qui viennent d'horizons très éloignés les uns des autres peuvent, à un moment donné, être réunis à l'intérieur du cercle rouge. C'est ce qui s'est produit. Dans la vie il y a cette chose qui faisait que j'avais cette intuition. Que j'étais confiante…

M.L. : D'ailleurs tout le disque est traversé par le sentiment d'une grande confiance en la vie.

B. T. : Complètement. Je suis quelqu'un de, comment dire…, romantique ? Mais je suis toujours dans une dynamique. Cette chanson *Conviction* qui referme l'album, c'est quasiment mon testament à mes enfants et à toute femme ou tout homme qui se découragerait un tant soit peu […] C'est en quelque sorte la chanson pour enfants que je n'ai jamais écrite à mes enfants qui ont aujourd'hui respectivement trente et trente et un ans. Ils ont été tous deux très touchés […]

M.L. : Ton rapport à la scène ?

B. T. : Tout comme la phase d'enregistrement, le concert c'est très physique. Le but c'est de susciter une émotion et qu'ensuite il y ait une réflexion. Monter sur scène doit susciter une émotion physique. C'est sportif. J'ai cette impression que je vais chercher au milieu de l'épiderme, au niveau du plexus.

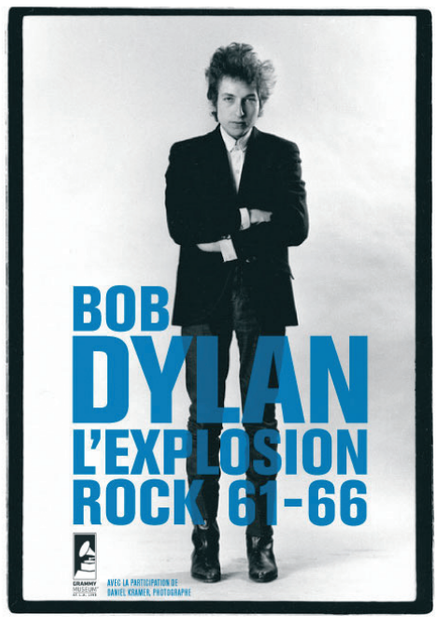
M.L. : On sent que sur scène tu te mets en danger. Il s'agit vraiment d'une prise de risques malgré la maîtrise dont tu fais preuve. On a l'impression que tu es dans la fragilité alors que tu connais ton chemin.

B. T. : C'est comme la moto. Je n'ai pas le droit de me tromper […] Ce sont des moments au cours desquels on ne peut plus rectifier la trajectoire, ni freiner, ni ralentir dans les virages. Et à partir du moment où on lance la chanson, où on lance la note, on sait qu'il va falloir assumer […]. Donc il n'existe qu'une seule solution : accélérer. Et dans un concert, c'est pareil : c'est la montée en puissance en maîtrisant l'équilibre. C'est pour ça que c'est si important de bosser avec deux musiciens qui sont passionnés de moto…

Propos recueillis en 2012 par Laurent Gharibian

Une rencontre avec le public est prévue pour le samedi 9 juin à 17h30 à la Libraire du Monde libertaire, 145, rue Amelot. À cette occasion Béa Tristan dialoguera avec les spectateurs et interprétera quelques extraits de l'album *Mr Mecano*.

Bob Dylan de passage à Paris



Excellente initiative de la Cité de la musique à Paris[1] qui, après l'expo Brassens de l'année dernière, nous propose cette fois-ci (du 6 mars au 15 juillet) : « Bob Dylan, l'explosion rock 1961-1966. » Autour d'une galerie livrant à nos regards une soixantaine de photographies (certaines connues d'autres moins…) de Dylan sur scène, en coulisses ou plus intimes, toutes datant de 1964-1965 et dues à Daniel Kramer, s'articule donc cette exposition. Comme l'intitulé ne le précise peut-être pas assez clairement, il s'agit non seulement d'une rétrospective de la carrière musicale de Dylan, mais aussi de ses influences et donc de la chanson contestataire américaine. Nous partons donc pour un voyage dans le passé, avec notamment la figure de proue de la protest song Woodie Guthrie (qui avait fait graver sur sa guitare « cette machine tue les fascistes ») ; c'est-à-dire la période qui a suivi la grande dépression de 1929, et où la chanson folk a été intimement liée au mouvement syndical (IWW entre autres) et protestataire du prolétariat américain. Cette période prendra fin avec la Seconde Guerre mondiale, au sortir de laquelle les États-Unis plongèrent dans la guerre froide avec l'URSS, et où le maccarthysme instaurera la « chasse aux rouges ». Comme pour d'autres activités artistiques (telles que le cinéma), la censure tentera de museler les auteurs et/ou interprètes de protest song taxés systématiquement d'être des « rats communistes », (Woody Guthrie et Pete Seeger auront à en subir les tracasseries administratives et judiciaires).

Il faudra attendre la fin des années cinquante pour assister à un regain de popularité de ce genre musical, non pas chez les ouvriers, mais plutôt sur les campus des universités, donc chez une jeunesse étudiante qui prend fait et cause pour le Mouvement des droits civiques (pour l'égalité entre Noirs et Blancs) et contre la guerre au Vietnam (les États-Unis ont pris le relais après le départ des Français en 1954). C'est la reprise du flambeau contestataire par de jeunes chanteurs, dont les nouvelles figures de proue sont Bob Dylan et Joan Baez (entre autres).

Dylan va publier en 1961 un premier disque ne comprenant pratiquement que des reprises de chansons traditionnelles, mais où figurent également deux compositions originales, dont l'une situe clairement une de ses influences qu'il revendique : *Song to Woody*. L'hommage est explicite. Mais c'est le second album qui va le projeter sur le devant de la scène (*The Freewheelin'Bob Dylan*), et en faire le chef de file incontesté de la chanson folk, avec des titres contestaires au succès immédiat comme : «Blowin'in the wind», «Masters of War», «With God on our side», «The Times they are a-changin'», etc.

Puis arrive ce fameux festival folk de Newport de 1965, où Dylan se pointe sur scène avec une formation électrique et provoque incompréhension et indignation des folkeux purs et durs : les temps changent mais les amateurs de folk ne sont pas encore tout à fait prêts pour ce premier virage de Dylan (il y en aura bien d'autres par la suite…) À partir de là, les textes sont peut-être moins directement des messages politiques (quoique…), mais plus des textes introspectifs et d'une force poétique jamais démentie : *Mr. Tambourine Man* ou *Like a Rolling Stone* ce dernier titre sortant en single d'une durée de six minutes et rompant (trois ans avant le « Hey Jude » des Beatles) avec le format de 3 minutes imposé par les stations radio pour fourguer leurs annonces publicitaires, de même qu'il sortira en 1966 *Blonde on Blonde* le premier double album (deux ans avant toujours les Beatles et leur *Double Blanc*). Avec l'électrification de sa guitare, Dylan abandonne le folk pour un certain rock (folk rock diront certains), mais n'oublions pas que ses influences étaient multiples (blues, country) il était d'ailleurs passé à ses tout débuts en première partie d'un concert de John Lee Hooker.

La carrière musicale de Bob Dylan continue à ce jour, plus d'un demi siècle après ses débuts, mais l'exposition se concentre sur sa première période (1961-1966) qu'il traverse comme un météorite jusqu'à une première interruption suite à son accident de moto. Cinq années où il publie sept albums et nous livre des textes d'une actualité jamais démentie (« *Quand on a rien, on n'a rien à perdre.* ») Ce sont certains de ces textes que vous pouvez lire (et écouter) durant cette exposition qui nous rappelle que la chanson peut être une arme et que le rythme de la musique peut ne pas être un obstacle à l'intelligence des paroles.

Juste pour la route, je ne résiste pas au plaisir de rappeler ces quelques lignes extraites de *Masters of War* (1963, période acoustique) que tout anarchiste peut reprendre et adresser aux marchands d'armes :

« Vous les maîtres de la guerre
Qui fabriquez toutes ces armes
Construisez les avions de la mort
Et fabriquez ces grosses bombes
Qui vous cachez derrière les murs
À l'abri derrière vos bureaux…
Je crois que vous constaterez
Quand l'heure de votre mort sonnera
Que tout le fric que vous avez amassé
Ne pourra jamais racheter votre âme…
Et j'espère que vous mourrez
Et que votre mort est pour bientôt
Je suivrai votre corbillard
Dans la pâleur du jour
Et je regarderai quand on vous descendra
Sur votre lit de mort
Et je me tiendrai debout au-dessus de votre tombe
Jusqu'à ce que je sois sûr que vous soyez bien morts. »

Ramón Pino
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. Cité de la musique : 221, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris.

Festival des résistances et des alternatives à Paris

Jeudi 31 mai
19 heures. Paris XX^e. Apéro-repas, débat «Critique du Sport: JO de Londres 2012, dépenses…».

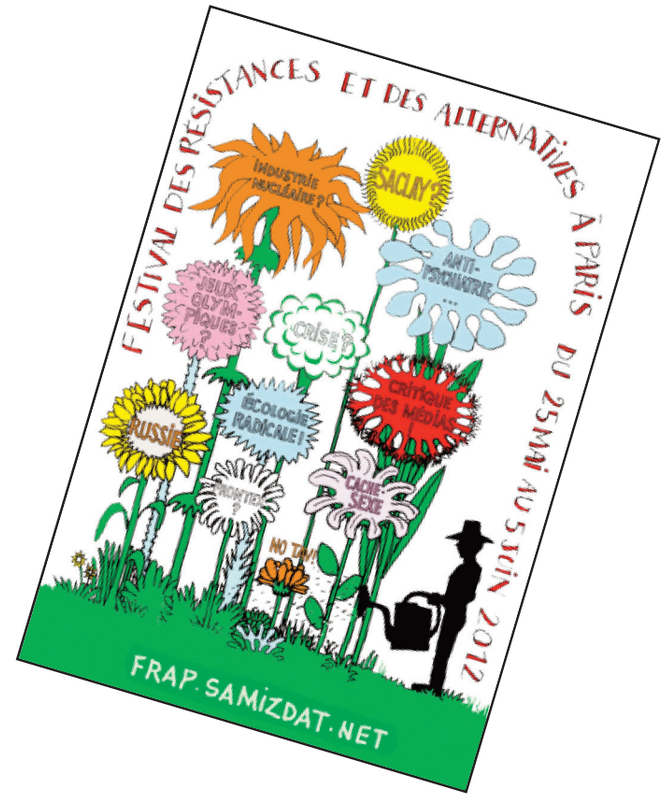
Vendredi 1er juin
16 h 30. Saint-Denis. Projection-débat «Cache-sexe: théorie queer, prostitution et assistant sexuel».

Samedi 2 juin
11 heures. Paris XX^e. Projections, débats, concert. Journée antipsychiatrie.

Dimanche 3 juin
10 heures. Paris XX^e. Projections, débats. Journée «Contrôle des frontières, luttes migratoires».

Lundi 4 juin
19 h 30. Paris XIV^e. Apéro-repas, projection-débat avec Acrimed «Critique des média».

Mardi 5 juin
18 h 30. Montreuil. Journée de soutien aux luttes NO TAV (train grande vitesse Turin-Lyon).



Rencontres internationales de l'anarchisme

Appel à souscription

Du 8 au 12 août 2012 auront lieu les Rencontres internationales de l'anarchisme à Saint-Imier (Suisse romande) pour la commémoration des 140 ans du congrès de la première Internationale anti-autoritaire qui fut organisé en 1872. On trouvera plus d'informations sur les contenus et l'esprit de ces rencontres sur le site www.anarchisme2012.ch.

Jusqu'ici, les organisations qui ont porté et animé cette importante échéance sont: la Fédération anarchiste (FA), l'Internationale des Fédérations anarchistes (IFA), la Fédération libertaire des montagnes (FLM), l'Organisation socialiste libertaire (OSL) et Espace noir. D'autres organisations ont rejoint le comité d'organisation: Alternative libertaire (AL), la Coordination des groupes anarchistes (CGA), la Federazione dei Comunisti Anarchici (FdCA), Karakök Autonome, Libertäre Aktion Winterthur, l'Organisation communiste-libertaire (OCL).

Nous sommes toujours à la recherche de volontaires pour participer à l'organisation de ces Rencontres internationales: traduction, cuisine, nettoyage, surveillance, etc. Il est possible de s'inscrire sur le site.

Sont d'ores et déjà prévus des tables rondes, des meetings, des concerts (cinq par jour), des conférences (une trentaine), des spectacles de théâtre, des performances, des projections de films, des expositions, etc.

L'IFA tiendra son propre congrès à Saint-Imier à l'occasion des Rencontres internationales. Nous attendons des organisations, groupes et individus de tous les pays. Nous souhaitons que soient représentés les mouvements et groupes d'un maximum de pays: Tunisie, Égypte, Chili, Mexique, Uruguay, Brésil, Israël, Palestine, Russie, Biélorussie, etc. Les contacts pris sont nombreux et intéressants.

Tout cela aura un coût important: location des salles, du matériel de traduction; location de gîtes; hébergement des conférencier.e.s, des groupes de musique, des délégations étrangères; achat de la nourriture; etc. Nous avons évalué le budget global à 100 000 euros, 50 000 euros pour les concerts/spectacles et 50 000 euros pour les conférences/meetings. Dans ces 50 000 euros, nous prévoyons un budget de 15 000 à 20 000 euros pour aider au transport des délégations étrangères des groupes peu argentés. Les copains d'Espace noir (Saint-Imier) ont ouvert un compte postal en Suisse. En France, c'est le groupe Proudhon de la FA de Besançon qui se charge de récolter l'argent en euros afin d'aider à la réussite de ces Rencontres internationales. Vous pouvez envoyer vos chèques à l'ordre de: CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex (mention au dos: St Imier 2012). Merci d'avance!

Le comité d'organisation
relations-internationales@federation-anarchiste.org

Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz ou sur le net à http://media.radio-libertaire.org/

Jeudi 31 mai

Chronique hebdo (10 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité.

Si vis pacem (18 h 00) Péril jaune à Eurosatory (armées chinoises et indiennes) : l'Organisation de coopération de Shanghai prête à remplacer l'Otan en Afghanistan.

Cosmos (19 h 30) Spatial bidouillage.

Vendredi 1er juin

Les oreilles libres (14 h 30) Hommage à Henri Michaux.

Sortir du colonialisme (16 h 00) Décolonisation.

La grenouille noire (21 h 00) Émission écololibertaire.

Samedi 2 juin

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00)

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres…

Dimanche 3 juin

(00 h 00) Libre antenne à ceux qui en sont exclus. Le tout coloré de thèmes musicaux vastes et de rubriques particulières.

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 h 00) L'après-Fukushima, avec des interventions de Cécile Asanuma-Brice, urbaniste, qui vit au Japon, Bruno Chareyron (Criirad), Wataru Iwata, fondateur du Réseau d'informations et de mesures indépendantes japonais CRMS, créé en juin 2011.

Les mangeux d'terre (18 h 00) Enjeux écologiques.

Mardi 5 juin

Artracaille (11 h 00) Art en marge.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Paroles d'associations (19 h 30) De la plume à l'écran : association qui promeut le cinéma autochtone des Amériques. Avec Sophie Gergaud (fondatrice).

Mercredi 6 juin

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Duos piano-guitare.

Femmes libres (18 h 30) Avec Moïra Sauvage pour son livre : *Guerrière !* Actes Sud.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice

Jeudi 7 juin

Jazzlib (20 h 30) Rendez-vous sur le jazz (le premier jeudi du mois). L'occasion de découvrir ou redécouvrir des musiciens sans la pression des majors, par thème, musiciens, instruments, périodes. L'actualité du disque et des concerts, sans oublier des invités.

Souscription soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

MAI 2012

Mme P. Bes (67) : 50 euros
M. F. Gouilhers (73) : 30 euros
M. P. Guillert (37) : 20 euros
M. F. Borroz (01) : 10 euros
M. P.-Y. Thauvin (internet) : 10 euros

TOTAL : 120 euros

Merci ! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du Monde libertaire ! Faites connaître notre journal autour de vous ! Lisez-le et faites-le lire ! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étalages ! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires ! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du Monde libertaire

Salons du livre libertaire

Barcelone (Espagne)

110e anniversaire de l'Athénée encyclopédique populaire de Barcelone

Vendredi 25 mai

19 heures. Radio RSK (107.10) «Ça pourrait être pire», émission enregistrée en public avec d'autres radios alternatives pour les 110 ans de l'Athénée. Centre civic Can Basté. 274, passage Virrei Amat.

Vendredi 1er juin

19 heures. Vernissage de l'exposition «110 ans d'Athénée, 110 ans de combat pour la connaissance et l'explosion» qui restera ouverte tous les après-midi jusqu'au 16 juin. Residencia d'Investigadores – CSIC – 64 rue Hospital.

Mardi 5 juin

19 heures. Conférence/débat, «L'cole moderne au Brésil: éducation anarchiste hier et aujourd'hui». Ateneu Rosa del Foc, 5 rue Robi, baixos B.

Jeudi 7 juin

19 heures. Deux conférences/débats «Joan Amades à l'Assemblée encyclopédique populaire», et «Les Amis du soleil. Naturisme hier et aujourd'hui». Residencia d'Investigadors – CSIC – 64, rue Hospital.

Mardi 12 juin

19 heures. «Le coopératisme aujourd'hui» Residencia d'Investigadors – CSIC – 64, rue Hospital.

Jeudi 14 juin

19 heures. «Reclus vers la fusion Nature/Ville». Residencia d'Investigadors – CSIC – 64, rue Hospital. Pour tout contact: Centre de documentation historique et social, 26, Passeig Sant Joan – 1, r, 08 100. http// ateneuenciclopedicpopular. org

Samedi 2 juin

Paris XIe

16h30. Sade anarchiste. Une lecture anarchiste du marquis de Sade. Maurice Schuhmann présentera dans une analyse critique de l'œuvre du marquis de Sade les aspects importants pour poser les bases d'une discussion sur sa relation avec l'anarchisme – pas seulement avec l'anarchisme individualiste. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre et gratuite..

Jeudi 7 juin

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra François Ruffin, l'animateur du journal Fakir basé à Amiens,mais aussi collaborateur au *Monde diplomatique* et reporter de l'émission *Là-bas si j'y suis* sur France Inter. Nous y parlerons aussi de *Leur grande trouille, journal intime de mes 'pulsions protectionnistes'* (Les Liens qui Libèrent, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de Presse. Apéro dinatoire. Bibliothèque sociale, Athénée libertaire 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 8 juin

Paris XIe

16 heures. Claudio Zaretti & Moustache de Paname, qui poussent la chansonnette à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métros République ou Filles-du-Calvaire, Entrée libre et gratuite.

Paris XVIIIe

19h15. Le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste organise un débat sur le thème : Peut-on se passer de la monnaie ? Au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette (troisième à droite en montant la rue Lepic depuis le métro Blanche). Métros Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

Samedi 9 juin

Paris XIe

17h30. Rencontre avec Béa Tristan dans un mini-concert acoustique. 145, rue Amelot. Métros République ou Filles-du-Calvaire, Entrée libre et gratuite.

Vendredi 15 juin

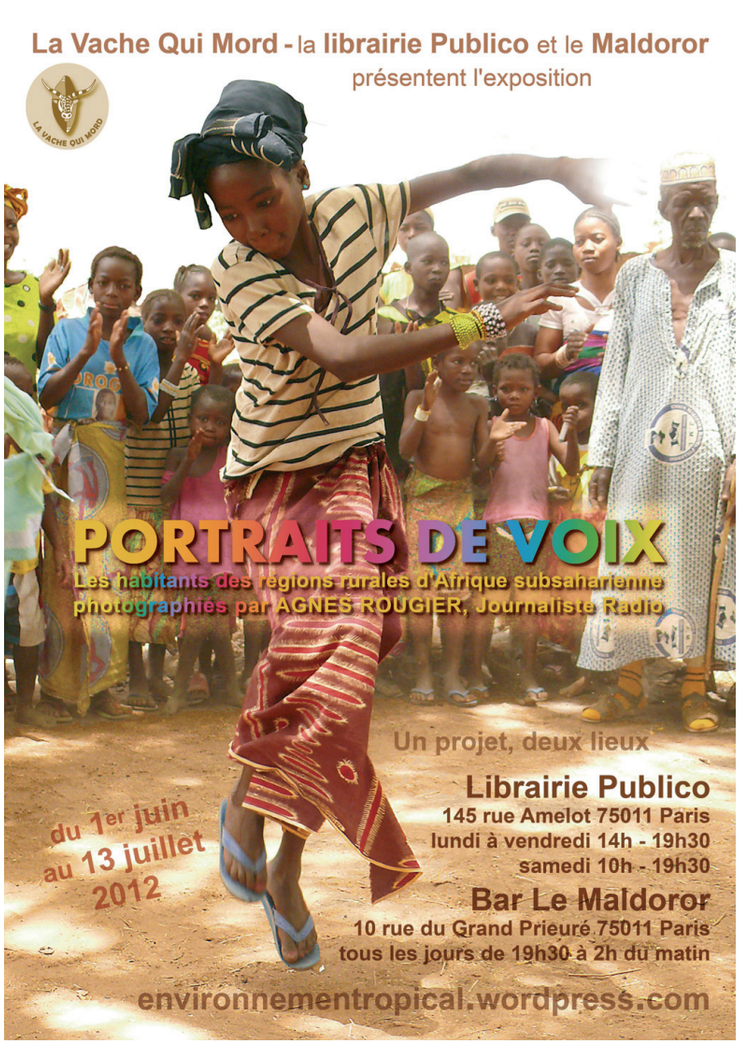
Vannes (56)

Organisée par le groupe libertaire Lochu (Fédération anarchiste de Vannes), projection-débat du film *Even Cowgirls Get the Blues* (1h50), réalisé par Gus Van Sant (1995). Satire de l'Amérique à travers les aventures de Sissi, qu'une vilaine fée a affublée à sa naissance d'un pouce de 25 cm à chaque main. Circulant en stop, Sissi se rend dans un ranch transformé en centre de remise en forme. Là, elle tombe en pleine fronde anti-hygiénique, au milieu d'une bande de cow-girls décidées à prendre possession du lieu. Posant les questions de la difformité, de l'ordre patriarcal, du pouvoir de la richesse, cette comédie aborde beaucoup de sujets qui interpellent... Maison des associations, 6, rue Tannerie, 20h30.. Entrée libre.

Samedi 23 juin

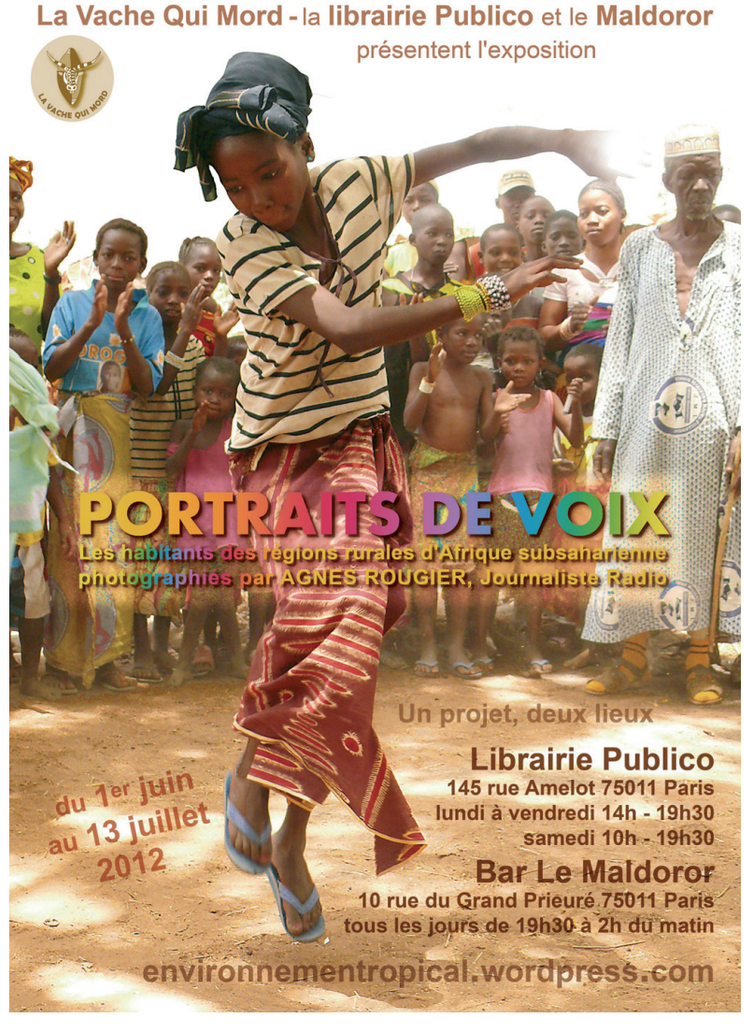
Paris XIe

16 heures.Claude Zaretti&Moustache de Paname, qui poussent la chansonnette à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Métro République ou Oberkampf. Entrée libre et gratuite.


La Vache Qui Mord - la librairie Publico et le Maldoror
présentent l'exposition
PORTRAITS DE VOIX
Les habitants des régions rurales d'Afrique subsaharienne photographiés par AGNES ROUGIER, Journaliste Radio
Un projet, deux lieux
du 1er juin au 13 juillet 2012
Librairie Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
lundi à vendredi 14h - 19h30
samedi 10h - 19h30
Bar Le Maldoror
10 rue du Grand Prieuré 75011 Paris
tous les jours de 19h30 à 2h du matin
environnementropical.wordpress.com

MANOLO Production
présente
FESTIVAL LA BELLE NOIRE
Sam 2 juin 2012 - 20h
au WARMAUDIO Décines
29, rue Wilson
PREMIERE LIGNE
SKALPEL rap engagé 92
E-ONE
AKYE
NATASHA BEZRICHE
CHANTS NOMADES
Mathieu MONNERET, Violoncelle
KYMA
Elektro Dark Rap
Réalisation Ixi-Graf
PAF 10/8 €
Infos & Préventes :
www.manoloproduction.com
Tél : 06 23 23 39 06
Bar / Sandwichs
Tram T3 - Arrêt Décines Centre
TCL Bus n°67 - Arrêt Wilson
avec le soutien de
Vivre Libre !
www.bboykonsian.com

MANOLO Production
présente
FESTIVAL LA BELLE NOIRE
Sam 2 juin 2012 - 20h
au WARMAUDIO Décines
29, rue Wilson
PREMIERE LIGNE
SKALPEL rap engagé 92
E-ONE
AKYE
NATASHA BEZRICHE
CHANTS NOMADES
Mathieu MONNERET, Violoncelle
KYMA
Elektro Dark Rap
Réalisation Ixi-Graf
PAF 10/8 €
Infos & Préventes :
www.manoloproduction.com
Tél : 06 23 23 39 06
Bar / Sandwichs
Tram T3 - Arrêt Décines Centre
TCL Bus n°67 - Arrêt Wilson
avec le soutien de
Vivre Libre !
www.bboykonsian.com


La Vache Qui Mord - la librairie Publico et le Maldoror
présentent l'exposition
PORTRAITS DE VOIX
Les habitants des régions rurales d'Afrique subsaharienne photographiés par AGNES ROUGIER, Journaliste Radio
Un projet, deux lieux
du 1er juin au 13 juillet 2012
Librairie Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
lundi à vendredi 14h - 19h30
samedi 10h - 19h30
Bar Le Maldoror
10 rue du Grand Prieuré 75011 Paris
tous les jours de 19h30 à 2h du matin
environnementropical.wordpress.com